

## CADRE DE COMPENSATION MDE

« Bilan 2021 des placements des actions de MDE  
et proposition d'évolution du cadre de compensation »

**Comité MDE de la Corse**  
Collectivité de Corse - AUE  
ADEME Corse  
DREAL Corse  
EDF en Corse

**ZNI :**  
CORSE

Madame Emmanuelle WARGON  
Présidente de la Commission de régulation de l'énergie  
15 rue Pasquier,  
75379 Paris Cedex 08

**Objet :** Bilan 2021 des placements des actions de MDE et mise à jour des indicateurs prévisionnels

Madame la Présidente,

Conformément aux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 et du 17 janvier 2019, vous trouverez ci-joint, le bilan des actions de MDE pour l'année 2021, un certain nombre de propositions d'évolution des actions du cadre de compensation ainsi que la mise à jour des indicateurs prévisionnels présentés dans le cadre de compensation initial de la Corse.

Durant cette année 2021, qui marque une année de reprise en matière d'activité MDE par rapport à l'année 2020, nous constatons (Sources filière RGE animée par EDF en Corse) que la crise sanitaire a porté un coup, non négligeable, au pouvoir d'achat des ménages et par conséquent aux travaux de rénovation énergétique. Les différentes mesures sanitaires que nous avons connues durant l'année 2021 (confinement, gestes barrières, accentuation du télétravail, etc...) ne sont pas de nature à faciliter la réalisation des travaux chez les particuliers pour deux raisons principales :

- Le contexte sanitaire n'est pas propice à l'intervention d'artisans à son domicile ou dans son entreprise (gestes barrières, mesures sanitaires, etc...)
- La réalisation de travaux lourds (fenêtre, isolation, etc...) est difficilement réalisable lorsque le logement ou les locaux sont occupés en télétravail par les bénéficiaires

Malgré ces éléments, durant l'année 2021 le Comité MDE de la Corse enregistre une croissance du montant de CSPE évitée de 56 % par rapport à l'année 2020 (principalement sur certains segments détaillés plus loin : Pac Air/Air par exemple) et permettra l'atteinte de plusieurs objectifs en matière de placement notamment dans le marché de masse chez les particuliers.

Cette année marque également un tournant dans l'histoire du cadre de compensation Corse car elle voit apparaître la mise en œuvre des premières actions de rénovation globale performante encadrée par un contrat d'assistance opérationnelle EDF/AUE. Ce contrat d'assistance opérationnelle ouvre droit à une compensation de certaines charges engagées par l'AUE pour mettre en place les 6 actions inscrites dans la délibération de la CRE du 10 Décembre 2020.

En synthèse, malgré les vents contraires et les embûches sur le chemin, les différentes actions engagées et menées par le Comité MDE ont permis de maintenir une dynamique sur les différents axes en lien avec la thématique d'économies d'énergie : actions du cadre, campagnes d'information, programmes CEE, France Renov (actions nationales en cours de déploiement au niveau régional), aides complémentaires de l'ADEME et de la DREAL, etc...

Tous ces dispositifs mis bout à bout nous auront permis d'atteindre en 2021, 22,6 GWh d'économie d'énergie et 36 M€ de CSPE évitée pour une efficacité globale du cadre de compensation Corse sur 5 ans de 2,5 (3 années écoulées + prévisionnel 2022-2023).

Nous vous prions de recevoir, Madame la Présidente, nos plus cordiales salutations.

Le Directeur de l'AUE  
**Alexis MILANO**

Le Directeur régional de  
l'ADEME Corse  
**Jean Marc AMBROSIANI**

Le Directeur de la  
DREAL Corse  
**Jacques LEGAIGNOUX**

Le Directeur d'EDF en  
Corse  
**Vincent DE RUL**

# Table des matières

<b>1 BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS.....</b>	<b>5</b>
1.1 BILAN DES ACTIONS DE MDE PAR SEGMENT DE CLIENTELE.....	5
1.1.1 Secteur résidentiel.....	6
1.1.1.1 Confort thermique .....	6
1.1.1.2 Systèmes d'ECS performants .....	8
1.1.1.2.1 Chauffe-eau solaire individuel (Action portée par l'AUE) .....	8
1.1.1.2.2 Chauffe-eau thermodynamique à accumulation .....	10
1.1.1.2.3 Système d'ECS performants – Bilan MaPrimeRénov .....	10
1.1.1.3 Systèmes de chauffage performants .....	11
1.1.1.4 Éclairage performant.....	12
1.1.1.5 Rénovation Globale type BBC en maison individuelle (Action portée par l'AUE) .....	13
1.1.1.6 Rénovation globale et performante des logements collectifs - Logements sociaux (action portée par l'AUE) .....	15
1.1.1.6 Proposition d'évolution - Recharge pilotée de véhicules électriques à domicile.....	17
1.1.2 Secteur tertiaire et industriel .....	18
1.1.2.1 Confort thermique .....	18
1.1.2.2 Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative/positive .....	19
1.1.2.3 Éclairage performant.....	19
1.1.2.4 Chauffe-eau solaire collectif dans le tertiaire (Action portée par l'AUE) .....	20
1.1.2.5 Bois-Energie .....	21
1.1.2.6 Substitution usage électrique par usage bois .....	21
1.1.2.7 Motorisation performante .....	21
1.1.2.8 Proposition évolution - Système de gestion technique du bâtiment pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire, la production de froid, l'éclairage et auxiliaires .....	22
1.1.2.9 Proposition évolution - Système de mesure d'indicateurs de performance énergétique .....	23
1.1.2.10 Proposition évolution - Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid .....	24
1.1.2.11 Proposition évolution - Nouvelle Action RGP Tertiaire .....	25
1.1.3 Collectivités et autres – Système d'éclairage performant LED, de variateur de puissance et d'horloge astronomique .....	27
1.1.3.1 Bilan des opérations AAP et hors AAP.....	27
1.1.3.2 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage public dans le cadre des appels à projets portés par l'AUE .....	27
1.1.3.3 Bilan des opérations hors AAP.....	28
1.1.4 Actions non standard .....	29
1.2 BILAN DES AUTRES VOILETS DU CADRE DE COMPENSATION .....	29
1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement.....	29
1.2.2 Résultats des études .....	30
1.2.2.1 Panorama de la climatisation des entreprises tertiaires en Corse – réalisée par le cabinet BVA en juin 2021 pour le compte d'EDF en Corse .....	30
1.2.3 Programmes CEE .....	33
1.2.3.1 WATTY.....	33
1.2.3.2 SEIZE .....	33
1.2.3.3 EASEE .....	34
1.2.3.4 ACTEE .....	34

1.2.4 Renforcement des réglementations .....	34
1.2.5 Contrôles .....	34
1.2.5.1 Contrôles BTC .....	34
1.2.5.2 Contrôles BTB .....	36
1.3 COMPARAISON SUR L'ANNEE 2021 ENTRE LES OBJECTIFS REALISES ET PREVISIONNELS .....	37
1.3.1 Actions standards : .....	37
1.3.2 Actions non standards .....	41
<b>2 SYNTHESE DU CADRE 2019-2023 MISE A JOUR .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.1 ACTIONS STANDARD : .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.2 ACTIONS NON STANDARD : .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.3 ÉCONOMIE NETTE : .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

# 1 BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS

## 1.1 Bilan des actions de MDE par segment de clientèle

Les actions standard et non standard réalisées en 2021 représentent un montant total de 13,8 M€ de primes versées, financées par les charges de service public de l'énergie (SPE). Elles devraient permettre d'éviter 71 M€ de surcoûts de production et d'engendrer ainsi une économie nette de charges de SPE de 36 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 34 ans. En termes d'économie d'énergie, les gains de ces actions sont estimés à 22,6 GWh par an, sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,5 % de la consommation d'électricité de Corse en 2019 et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 13 000 tonnes équivalent CO2 par an.

Les économies d'énergie pour les actions standard se décomposent de la façon suivante :

- 16 GWh évités sur le segment résidentiel (77 %) ;
- 2,1 GWh évités sur les segments tertiaire et industriel (9 %) ;
- 3 GWh évités sur le segment des collectivités (14 %).

L'objectif initial du cadre pour l'année 2021 devait entraîner 38,3 GWh d'économies d'énergie. Cet objectif a été atteint à 55%. Nous constatons un écart de 45% entre le résultat réel et le résultat prévisionnel.

Parmi les actions qui ont généré le plus de CSPE évitée en 2021 tous segments confondus (marché résidentiel, tertiaire et industriel ou collectivités locales, ...) nous détaillons ci-dessous les cinq fiches CEE représentant environ 70% des économies de CSPE ainsi que les quantités de placements :

SEGMENT	FICHE CEE	CSPE EVITEE 2021	PRIMES VERSEES 2021	ECONOMIES ENERGIE CUMAC 2021
Collectivités Locales	RES-EC-104 - Rénovation d'éclairage extérieur	5 712 362 €	2 922 030 €	125 000 MWh cumac
Résidentiel	BAR-EN-103 - Isolation d'un plancher	5 522 319 €	2 557 230 €	237 000 MWh cumac
Résidentiel	BAR-TH-112 - Appareil indépendant de chauffage au bois	4 614 649 €	1 298 900 €	43 000 MWh cumac
Résidentiel	BAR-EN-101 - Isolation de combles ou de toiture	4 547 874 €	2 082 172 €	241 000 MWh cumac
Résidentiel	BAR-TH-129 - Pompe à chaleur type Air/Air	3 485 638 €	757 150 €	51 000 MWh cumac

L'année 2021 marque un rebond important dans la mise en œuvre du cadre de compensation territorial Corse. La crise sanitaire a eu un impact important sur le territoire français durant les années 2020 et 2021 comme le précise la note de conjoncture produite par l'Insee nommée « [Note de conjoncture](#) » paru le 14/12/2021. La crise sanitaire continue d'ailleurs de sévir et ses conséquences, tant sur le pouvoir d'achat des ménages que sur le prix d'achat des matériaux ne cessent de se faire ressentir. (Cf. [l'étude de l'Insee de Mai 2021](#) traitant des effets de la pandémie en France et en Europe : « ...La chute de la consommation privée, surtout dans les services, est une conséquence de la crise sanitaire et des mesures prises afin de lutter contre la pandémie. En France, le PIB a diminué de 7,9% en 2020. Le pouvoir d'achat a légèrement progressé (+0,4%) grâce aux dispositifs de soutien, mais la consommation des ménages a chuté de 7%. Les comportements se sont adaptés aux mesures de restriction... »

L'année 2020 restera une année difficile pour la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie, nous sommes parvenus difficilement à atteindre 23 M€ de CSPE évitée. En 2021, en revanche, malgré les mesures sanitaires renforcées et la conjoncture économique associée, nous dépassons les 36 M€ de CSPE évitée et atteignons le niveau obtenu durant l'année 2019. L'objectif fixé par la PPE sur la durée de vie cadre de compensation avait été porté à 331 M€ sur une période de 5 ans. Depuis 2019, le montant de CSPE évitées s'élève à 96 M€ avec une dynamique sur l'axe des économies d'énergie en accélération sur l'année 2021.

	2019		2020		2021	
	Économies	Primes	Économies	Primes	Économies	Primes
Secteur Résidentiel	10 GWh	8,4 M€	9,8 GWh	7 M€	16,4 GWh	9,9 M€
Secteur Professionnel	7,6 GWh	1,6 M€	1,6 GWh	0,6 M€	2,1 GWh	0,5 M€
Secteur Eclairage Public	1,8 GWh	1,4 M€	1,7 GWh	1,5 M€	3 GWh	3,3 M€
Actions non Standard	1,9 GWh	0,6 M€	0,4 GWh	0,1 M€	1,1 GWh	0,02 M€
Total	21,3 GWh	12 M€	13,5 GWh	9,2 M€	22,6 GWh	13,8 M€

### 1.1.1 Secteur résidentiel

Pour le secteur résidentiel, plusieurs types d'actions différentes et complémentaires sont mises en œuvre dont la plupart se déclinent en termes d'objectif de placement et de niveau de prime selon trois catégories de clients :

- les particuliers non précaires situés sur le littoral,
- les particuliers non précaires situés en zones montagneuses (H2)
- les particuliers précaires

Sur l'année 2021, nous pouvons noter une continuité dans les résultats en matière d'économies d'énergie réalisées mais aussi en matière de placements.

Les actions de rénovation globale des logements font l'objet d'une section dédiée dans le Bilan 2021.

#### 1.1.1.1 Confort thermique

Ci-dessous nous retrouvons le nombre de placements en m<sup>2</sup> (et nombre d'équipements) pour les actions relatives aux confort thermique :

Fiche opération	Réalisé 2019 (m <sup>2</sup> )	Réalisé 2020 (m <sup>2</sup> )	Objectif 2021 (m <sup>2</sup> )	Réalisé 2021 (m <sup>2</sup> )	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Isolation des combles et toitures	143578	106067	67600	95217	-11%	Nous connaissons une bonne dynamique sur les offres isolations du fait de la performance de la filière mise en œuvre par EDF en Corse et des aides incitatives du Cadre
Isolation des murs extérieurs	7357	8635	25000	24365	+182%	
Isolation des murs intérieurs	1801	653	7000	0	-100%	
Isolation d'un plancher	4664	38540	7350	70272	+82%	
Isolation de toitures terrasses	7776	6006	14600	7769	+29%	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	2303 Équipements	1253 Équipements	6350 Équipements	1607 Équipements	+28%	Une offre qui peine à décoller, les évolutions de primes en 2022 + la complémentarité avec MPR devrait améliorer la dynamique sur cette action

Ci-dessous nous retrouvons le nombre de placements en m<sup>2</sup> (et nombre d'équipements) pour les actions relatives aux confort thermique en détaillant le type de ménage, la zone géographique d'installation, le montant unitaire des primes par type d'action et d'autres détails autour de données en lien avec l'efficacité énergétique de chaque action :

Fiche opération	Type de ménages & géographie	Réalisé 2019 (m <sup>2</sup> )	Réalisé 2020 (m <sup>2</sup> )	Réalisé 2021 (m <sup>2</sup> )	Primes Moy 2021 (€)	CSPE évitée 2021 (€)	Efficience	CEE 2021 MWh Cumac	Économies énergie 2021 (kWh)	Coût Invest client /unité
Isolation des toitures terrasses	Montagne	0	305	0	0	0	2,03	0	0	
	Particuliers	7776	5471	6575	20	224025	3,20	10520	108372	
	Précaires	0	230	1194	27	52294	2,04	1910	25297	
Isolation des murs - ITI R > 2,4	Montagne	0	210	0	0	0	2,44	0		
	Particuliers	1540	384	0	0	0	2,90	0		
	Précaires	261	59	0	0	0	1,99	0		
Isolation des murs	Montagne	0	1066	897	37	83280	3,03	2332	40287	52
	Particuliers	4575	4008	5408	28	329599	3,88	14060	159444	52
	Précaires	2782	3561	18060	40	1223071	2,33	46957	0	52
Isolation de combles ou de toitures	Montagne	1357	6191	18704	22	1112430	4,51	33667	538139	36
	Particuliers	28306	21395	22418	14	857025	10,83	40352	414587	36
	Précaires	113915	78481	54095	25	2658878	3,78	97371	1286234	36
	Montagne	0	3747	9587	40	1061595	4,29	30678	513548	54

Isolation d'un plancher	Particuliers	1255	10505	<b>27607</b>	31	2038000	6,40	88342	985884	54
	Précaires	3409	24288	<b>33078</b>	40	2570400	4,04	105850	1243433	54
Fenêtre avec vitrage isolant + VMC	Montagne	0	0	<b>256</b>	50	746640	6,96	14114	418633	4000
	Particuliers	0	0	<b>576</b>	31	1112053	8,97	31576	623516	4000
Fenêtre avec vitrage isolant	Montagne	13	163	<b>363</b>	50	116297	3,50	2033	65206	860
	Particuliers	2290	1090	<b>1244</b>	30	50924	31,81	6966	28553	860

L'isolation des combles reste une offre phare par rapport aux objectifs du cadre, car accessible aux ménages et ne présentant pas de difficulté technique pour les installateurs partenaires. Les niveaux de placements diminuent par rapport à l'année précédente, mais nous pouvons noter une légère baisse pour les placements auprès des particuliers précaires (probablement en lien avec la crise sanitaire). Une forte augmentation des placements en zone montagnaise a cependant été observée. En effet, certains installateurs partenaires ont saisi le potentiel de travaux et ciblent leurs travaux sur ces zones. (Cf. tableau ci-dessus)

À noter qu'en 2021, sur le segment de l'isolation des combles, la concurrence a été moins marquée et moins acerbe que celle connue en 2019 et 2020. (Cf. isolation à 1€ et communiqué réalisé pour le Comité MDE en 2019/2020 pour sensibiliser les clients du territoire aux risques de ces offres proposées par des partenaires peu scrupuleux lors de démarchage téléphonique abusif).

L'opération "isolation des murs" a vu son nombre de placements augmenter significativement en 2021 pour les particuliers précaires. Ceci peut être expliqué par la décision de certains nouveaux acteurs de privilégier ce marché à d'autres travaux d'isolation, mais aussi par le complément de financement intéressant offert par MaPrimeRénov', qui permet un taux de couverture des travaux incitatif pour ces ménages. Cependant, nous constatons un écart entre le réalisé 2021 et l'objectif 2021 pour cette offre, cet écart s'explique pour plusieurs raisons :

- La mise en œuvre technique de ces travaux d'isolation peut générer des travaux annexes (électricité, plomberie, peinture, maçonnerie...) qui sont de nature à faire augmenter le coût global des travaux.
- Le montant des primes associé à ces offres a été revu à la hausse en 2022 pour permettre de dynamiser ces offres et atteindre les objectifs fixés sur les années 2022-2023. L'année 2022 permettra de vérifier si cette stratégie s'avère adaptée au marché de l'isolation des murs.

Les placements pour l'offre isolation d'un plancher bas ont augmenté de manière importante, sur tous les segments. En effet, ces travaux, faciles à mettre en œuvre, peu contraignants, et peu onéreux pour le bénéficiaire, sont à présent très souvent couplés avec des opérations d'isolation de combles dans les maisons individuelles. L'offre a également connu un succès important sur le segment des syndicats de copropriété, car ici aussi, ces travaux sont rapides, peu contraignants pour les copropriétaires, et ne nécessitent souvent pas d'approbation en assemblée générale.

Concernant l'isolation de toitures terrasses, on note une légère augmentation, qui peut être aussi expliquée par les placements qui ont été faits en copropriété (environ 5 550m<sup>2</sup> en 2021 contre environ 4 300m<sup>2</sup> en 2020), dopés par la mise en place de l'avance de prime sur cette offre.

Pour finir, les placements de fenêtres et portes fenêtres complètes avec vitrage isolant, ont certes augmenté après des chiffres très faibles en 2020, mais restent très en deçà des objectifs fixés, ce qui s'explique par un montant de prime peu incitatif (< 5% de coût du devis en moyenne) et ne couvrant qu'une très petite partie de l'investissement des ménages, (Cf. les devis annexés).

Les ménages qui réalisent ces travaux de confort thermique éligibles aux primes d'économies d'énergie sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives au confort thermique sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2020 (m² et équipements)	Réalisé 2021 (m² et équipements)	Total réalisé 2021 (m² et équipements)
Isolation des combles et toitures	Supérieures	7 €/m²	30 €/m²	/	230 m²	3266
	Intermédiaires	15 €/m²	45 €/m²	/	653 m²	
	Modestes	20 €/m²	56.25 €/m²	177 m²	461 m²	
	Très modestes	25 €/m²	67.5 €/m²	684 m²	1922 m²	
Isolation des murs par l'intérieur	Supérieures	7 €/m²	28 €/m²	/	113 m²	5947
	Intermédiaires	15 €/m²	42 €/m²	/	402 m²	
	Modestes	20 €/m²	52.5 €/m²	0 m²	392 m²	
	Très modestes	25 €/m²	63 €/m²	667 m²	908 m²	
Isolation des murs par l'extérieur (limitée à 100 m²)	Supérieures	15 €/m²	60 €/m²	/	465 m²	
	Intermédiaires	40 €/m²	90 €/m²	/	343 m²	
	Modestes	60 €/m²	112.5 €/m²	288 m²	1098 m²	
	Très modestes	75 €/m²	135 €/m²	250 m²	2226 m²	
Isolation de toitures terrasses	Supérieures	15 €/m²	72 €/m²	/	202 m²	1402
	Intermédiaires	40 €/m²	108 €/m²	/	128 m²	
	Modestes	60 €/m²	135 €/m²	/	141 m²	
	Très modestes	75 €/m²	162 €/m²	/	931 m²	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	Supérieures	/	/	/	/	709
	Intermédiaires	40 €/équipement	600 €/m²	/	304 équipements	
	Modestes	80 €/équipement	750 €/m²	55 équipements	177 équipements	
	Très modestes	100 €/équipement	900 €/m²	72 équipements	228 équipements	

Pour les fenêtres ou portes-fenêtres, le cumul de la prime d'économies d'énergie avec MaPrimeRénov' est intéressant pour le ménage. Le nombre de dossiers MaPrimeRénov' pour ce type de travaux est cependant trois fois inférieur au nombre de dossiers du cadre de compensation. Dans une optique de massification des travaux de rénovation énergétique des fenêtres ou portes-fenêtres, il serait intéressant d'inciter davantage les ménages à effectuer des démarches pour bénéficier de MaPrimeRénov' en plus des primes d'économies d'énergie.

Plus généralement, le nombre de dossiers de MaPrimeRénov' pour les travaux de confort thermique est inférieur au nombre de dossiers des primes d'économies d'énergie via le cadre de compensation pour ces mêmes travaux. Une analyse sera menée par le comité MDE afin de comprendre ce différentiel, d'ores et déjà quelques causes potentielles ont été identifiées :

- Les partenaires RGE n'orientent pas les ménages vers MaPrimeRénov
- Le montant de ma MaPrimeRénov est plafonné quand il vient en complément du cadre
- La charge administrative pour le client est importante pour récupérer le complément de prime sauf si l'installateur est mandataire MaPrimeRénov
- La nombre de mandataires MaPrimeRénov en Corse est une donnée dont ne nous disposons pas
- La procédure pour devenir mandataire MaPrimeRénov est longue et complexe

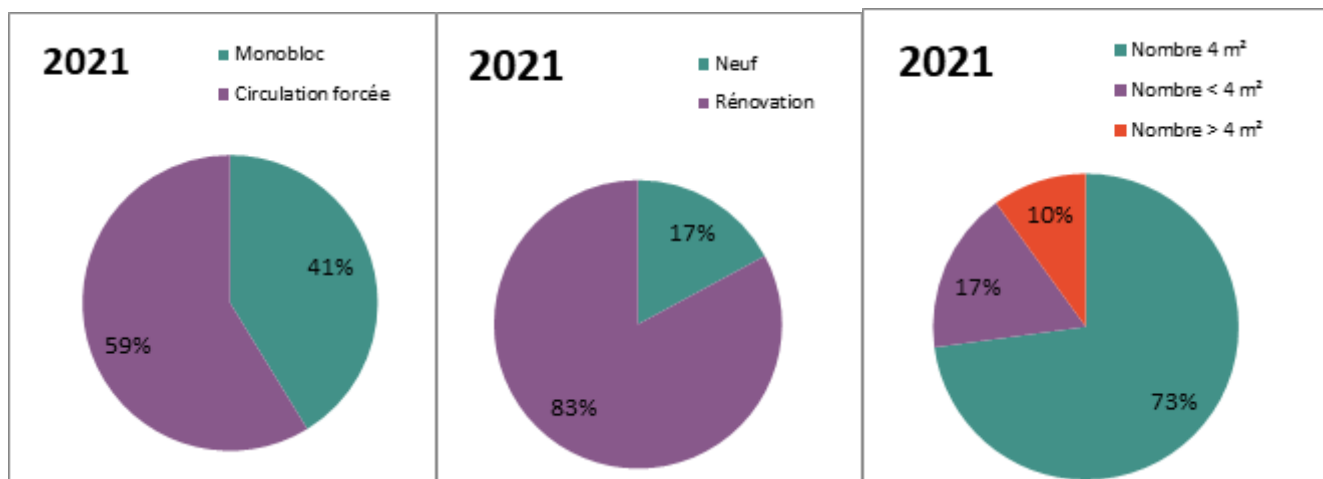
#### 1.1.1.2 Systèmes d'ECS performants

##### 1.1.1.2.1 Chauffe-eau solaire individuel (Action portée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF et a fait l'objet d'une assistance opérationnelle de l'AUE. En 2021, comme depuis 2019, cette action a été uniquement financée par la Collectivité de Corse via l'AUE et n'a pas pu à ce jour bénéficier d'une prime du cadre territorial de compensation versée aux bénéficiaires par EDF par l'intermédiaire des entreprises Agir+. La mise en œuvre de la prime par une avance des installateurs sur le modèle AGIR+ sera effective à la fin du premier semestre 2022. La récupération des primes versées par l'AUE sera également réalisée en 2022.

Les caractéristiques des opérations réalisées en 2021 sont les suivantes :





Le bilan des placements réalisés en 2021 est le suivant :

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Chauffe-eau solaire individuel-particuliers précaires (nb)	35	250	27	- 11 %	3 dossiers substitution énergies fossiles
Chauffe-eau solaire individuel-particuliers (nb)	60	250	70	17 %	11 dossiers réalisés en 2021 datant d'avant 2020 et 1 dossier substitution fossile
Particulier- Chauffe-eau solaire collectif [m <sup>2</sup> ])	0	280	0	- %	

Le nombre de dossiers CESI réalisés en 2021 est équivalent celui de 2020. Cependant, une hausse des dossiers instruits en fin d'année et début 2022 a pu être observée. Le réalisé est très inférieur aux objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation.

Le prix moyen d'une installation en 2021 est de 5 001€ TTC, dont en moyenne 1 057€ TTC pour la pose, a connu une légère augmentation de 5% par rapport à 2020 (4 859 € TTC), qui devrait être beaucoup plus marquée en 2022 du fait de l'augmentation du prix des matières premières.

La surface moyenne d'une installation est de 3,95 m<sup>2</sup>, et 90% des projets sont inférieurs à 4,6 m<sup>2</sup>.

4 dossiers de substitution d'énergies fossiles (fioul-gaz) ont été réalisés, correspondant à 4,1% des projets, ce qui est très inférieur au taux de 10% d'effets indésirables prévus dans le cadre territorial et repris dans les modélisations ARIANE.

L'action solaire thermique collectif chez les particuliers n'a pas connu de réalisation. A ce stade, le manque de projets, et la faiblesse de la prime semblent être les principales raisons à cela. Le ciblage des projets potentiels, et la communication pourraient générer l'émergence de projets en 2022.

Le bilan des projets solaire thermique particuliers ayant bénéficiés de l'assistance opérationnelle en 2021 est le suivant :

2021		
	Particuliers	Particuliers précaires
Objectifs	250	250
Réalisé	67	30
Dont éligible assistance opérationnelle AUE	66	27
Subventions AUE sur l'ensemble des dossiers [€]	87 000 €	40 050 €
Prime Cadre [€]	0 €	0 €
Primes versées par l'AUE à récupérer	85 550 €	37 500 €
Coût total TTC [€]	366 080 €	161 63 €
Surface totale [m <sup>2</sup> ]	253	123
Gains énergétiques [MWh]	99,132	45,036

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique individuel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Une campagne de communication radio durant la période estivale
- L'organisation de réunions annuelles avec les professionnels, l'ADEME et EDF pour évoquer les bilans et perspectives de la filière solaire. En raison de la crise Covid, des échanges bilatéraux dématérialisés ont été réalisés.
- Le suivi des entreprises signataires de la « charte régionale des bonnes pratiques du solaire » (9 entreprises), avec deux rappels effectués à deux entreprises quant au respect de la procédure de transmission des demandes
- L'instruction des dossiers
- La rédaction des contrats d'attribution des primes
- Le versement des primes

- Le contrôle sur pièces
- Le contrôle sur site par échantillonnage à hauteur de 30% des dossiers réalisés

Les nouvelles primes validées par la CRE (1 500€ pour un ménage classique et 1 700€ pour un ménage précaire) et décote de 10% dans le neuf (soit 1 350€ et 1 530€ pour les ménages précaires) entreront en vigueur en 2022, dès la mise en œuvre de la nouvelle procédure.

**Demande de précisions à l'attention des services de la CRE :** Dans la mesure où cela n'est pas précisé dans la délibération de la CRE, pourriez-vous confirmer la possibilité de financer les opérations en substitution de combustible dans la mesure où les hypothèses retenues pour l'effet parc sont vérifiées.

#### 1.1.1.2.2 Chauffe-eau thermodynamique à accumulation

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Chaufe-eau thermodynamique à accumulation	1466	496	750	699	42%	Évolution positive liée au rebond d'activité post Covid19 – En revanche cette action sera amenée à décroître au profit de la filière CESI en cours de montée en puissance

Après avoir connu un succès important en 2018 et 2019 dû à un montant de Prime très incitatif pour les particuliers précaires, l'offre chauffe-eau thermodynamique a rencontré quelques difficultés en 2020, qui s'expliquent par une diminution importante de la prime pour ce segment (1800 vs. 2400), puis par des difficultés d'approvisionnement rencontrées en 2020 au début de la crise sanitaire. Les placements sont repartis à la hausse en 2021, mais restent très en deçà des niveaux des années précédentes.

Les 699 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation sont répartis de la manière suivante :

- 109 ménages particuliers pour 143 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021
- 590 ménages précaires pour 860 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (21 ans selon fiche CEE), les 699 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation installés en 2021 généreront 17 GWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 20,3 GWh cumac ont été générés en 2021.

#### 1.1.1.2.3 Système d'ECS performants – Bilan MaPrimeRénov

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation d'un chauffe-eau solaire individuelle ou d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' pour les systèmes d'ECS sanitaires sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2020 (Équipement)	Réalisé 2021 (Équipement)	Total réalisé 2021 (Équipement)
Chaufe-eau solaire individuel	Supérieures	/	/	/	/	78
	Intermédiaires	2000 €	4200 €	/	31	
	Modestes	3000 €	5250 €	6	6	
	Très modestes	4000 €	6300 €	16	41	
Chaufe-eau thermodynamique à accumulation	Supérieures	/	/	/	/	220
	Intermédiaires	400 €	2100 €	/	27	
	Modestes	800 €	2625 €	9	54	
	Très modestes	1200 €	3150 €	30	139	

Le nombre de dossiers de MaPrimeRénov' pour l'installation de système d'ECS sanitaires est inférieur au nombre de dossiers des primes d'économies d'énergie pour ces mêmes travaux. Une analyse sera menée par le comité MDE afin de comprendre ce différentiel.

### 1.1.1.3 Systèmes de chauffage performants

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Pompe à chaleur type air/eau	0	18	20	14	-33%	Voir paragraphe ci-dessous
Appareil indépendant de chauffage au bois	822	704	945	1189	+68%	Évolution positive – les opérations de communication nationales et régionales créent un engouement autour de ce moyen de chauffage + les campagnes marketing Agir Plus ancrent fortement cette solution dans les esprits – Encore plus fortement dans les zones montagne
Pompe à chaleur de type air/air	1432	1325	950	2018	+52%	L'action Chauffage performant rencontre un franc succès. Il faudra dorénavant s'attaquer à l'optimisation du parc de PAC Air/Air vieillissant et peu performant
Convecteur électrique intelligent	-	-	500	-	-	

#### **Pompe à chaleur de type air-eau**

Tous les placements sur cette offre ont été faits à travers l'opération « Coup de pouce chauffage » du dispositif CEE, qui permet de bénéficier d'une Prime lorsque la PAC Air-Eau est installée en remplacement d'une chaudière au fioul ou au gaz (hors condensation). Les montants de Prime importants, combinés aux financements disponibles avec MaPrimeRenov sont particulièrement incitatifs et permettent de couvrir, pour les ménages les plus précaires, jusqu'à 75% de l'investissement, qui est très élevé pour ce type d'opération. A noter qu'aucun placement n'a été fait en substitution d'un usage électrique.

#### **Appareil indépendant de chauffage bois**

L'installation des 1 189 chauffage bois est répartie de la manière suivante :

- 441 ménages particuliers pour 905 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021
- 570 ménages précaires pour 1 404 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021.
- 178 ménages en zone montagne pour 548 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (16 ans selon fiche CEE), les 1 189 chauffage bois installés en 2021 généreront 34 GWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 38,3 GWh cumac ont été générés en 2021.

Les placements sur cette offre ont augmenté considérablement, notamment sur le segment Particuliers précaires où ils ont plus que doublé. Ceci peut s'expliquer ici aussi par le financement complémentaire offert par MaPrimeRénov, avec un cumul des deux Primes qui permet de couvrir jusqu'à 90% des travaux pour les ménages les plus précaires. Ceci constitue un levier pour le développement de l'offre, et plusieurs installateurs de la filière se sont d'ailleurs inscrits en tant que mandataire administratif et financier pour MaPrimeRenov. Nous pouvons également noter une belle hausse de placements en zone montagne, où l'offre a un réel potentiel de développement.

#### **Pompe à chaleur de type air/air**

L'installation des 2018 Pompes à chaleur de type air/air est concentrée uniquement sur des ménages particuliers et a généré 2 677 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2021.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (21 ans selon la fiche CEE), les 2018 pompes à chaleur de type air/air installées en 2021 généreront 46 GWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 167 GWh cumac ont été générés en 2021.

La tendance à la hausse des placements de PAC air/air est confirmée en 2021 également, portée par un besoin croissant et une filière particulièrement dynamique.

#### **Convecteurs électriques intelligents**

L'offre n'a pas été lancée, car les études d'opportunité menées ont montré que le montant actuel restait peu incitatif par rapport à l'investissement nécessaire pour le ménage pour acquérir un matériel éligible à cette offre.

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation de pompe à chaleur de type air/eau, de poêle à bûches, poêle à granulés, de chaudière à bois, de foyer fermé ou d'insert à bûches ou granulés sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives aux systèmes de chauffage performants sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2020 (Équipement)	Réalisé 2021 (Équipement)	Total réalisé 2021 (Équipement)
Pompe à chaleur de type air/eau	Supérieures	/	/	/	/	103
	Intermédiaires	2000 €	7200 €	/	20	
	Modestes	3000 €	9000 €	5	18	
	Très modestes	4000 €	10800 €	16	65	
Poêle à bûches	Supérieures	/	/	/	/	571
	Intermédiaires	1000 €	2400 €	/	16	
	Modestes	2000 €	3000 €	5	22	
	Très modestes	2500 €	3600 €	7	39	
Poêle à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	1500 €	3000 €	/	70	
	Modestes	2500 €	3750 €	38	83	
	Très modestes	3000 €	4500 €	93	254	
Foyer fermé et insert à bûches ou à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	800 €	2400 €	/	26	
	Modestes	1500 €	3000 €	6	21	
	Très modestes	2500 €	3600 €	18	40	
Chaudière bois à alimentation manuelle (bûches)	Supérieures	/	/	/	/	14
	Intermédiaires	3000 €	9600 €	/	3	
	Modestes	6500 €	12 000 €	0	1	
	Très modestes	8000 €	14 400 €	0	3	
Chaudière bois à alimentation automatique (granulés, plaquettes)	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	4000 €	10 800 €	/	2	
	Modestes	8000 €	13 500 €	1	2	
	Très modestes	10000 €	16 200 €	4	3	

Pour les pompes à chaleur de type air/eau, le cumul de la prime d'économies d'énergie avec MaPrimeRénov' est intéressant pour le ménage. Pour ce type d'installation, le montant de prime proposé par MaPrimeRénov' est supérieur à celui des primes d'économies d'énergie. Le nombre de dossiers MaPrimeRénov' est donc supérieur au nombre de dossiers du cadre de compensation. Dans une optique de massification des travaux d'installation de pompe à chaleur de type air/eau, il serait intéressant d'inciter davantage les ménages à effectuer des démarches pour bénéficier des primes d'économies d'énergie en plus de MaPrimeRénov'.

Pour les appareils indépendants de chauffage au bois, le cumul de la prime d'économies d'énergie avec MaPrimeRénov' est intéressant pour le ménage. Le nombre de dossiers MaPrimeRénov' pour ce type de travaux est cependant deux fois inférieur au nombre de dossiers du cadre de compensation. De même que pour les pompes à chaleur, dans une optique de massification de l'installation d'appareils indépendants de chauffage au bois, il serait intéressant d'inciter davantage les ménages à effectuer des démarches pour bénéficier de MaPrimeRénov' en plus des primes d'économies d'énergie.

Une analyse sera menée par le comité MDE afin de comprendre les différentiels de placements entre MaPrimeRénov' et les primes d'économies d'énergie.

#### 1.1.1.4 Éclairage performant

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Luminaires LED pour parties communes	-	2351	4 000	5694	+142%	Cf. § ci-dessous
Lampe à LED de classe A+++	-	-	40 000	-	-	

L'offre « luminaires LED pour parties communes » a connu un réel succès en 2021, avec plus de 5600 luminaires installés, grâce à une filière électriciens très dynamique, et des syndicats de copropriété professionnels très demandeurs. Ici aussi, le reste à charge très faible pour les copropriétaires, et par conséquent la possibilité de s'affranchir d'un vote en assemblée générale pour lancer ces travaux, est un levier important. A noter également que les bailleurs sociaux sont particulièrement intéressés par cette offre pour rénover leur parc.

En ce qui concerne l'offre Lampe à LED A+++, EDF en Corse en partenariat avec l'AUE (CDC) a réalisé plusieurs campagnes massives, depuis 2008, avec les GSA/GSB (Alimentaire et Bricolage) pour promouvoir des produits économies tels que des lampes basse consommation puis LED. À ce titre, plus de 718 000 lampes ont été vendues. Une action toute particulière avait été mise en place à l'attention des ménages précaires (84 000 Lampes ont été données à titre gracieux aux bailleurs sociaux et associations caritative : Croix Rouge, Secours Populaire, Restos du cœur...). À ce jour, le gisement concernant cette action semble largement entamé, de plus les sauts technologiques ont permis de faire baisser les coûts de production et donc les coûts unitaires de ces produits. Ceci nous a amené à nous concentrer sur d'autres actions et d'autres gisements d'économies d'énergie plus importants.

#### 1.1.1.5 Rénovation Globale type BBC en maison individuelle (Action portée par l'AUE)

Les principales données compilées des opérations RGP BBC accompagnées par l'AUE dans le cadre du dispositif ORELI sont présentées dans les tableaux ci-après, dans un premier temps pour tous les projets ayant bénéficiés du programme depuis son lancement (y compris phase expérimentale), puis pour les seules opérations de rénovation réceptionnées en 2021.

Les données sont présentées suivant le type d'énergie initiale principale de chauffage, la catégorie « énergie initiale électrique » représentant plus de 80% des opérations.

#### Bilan RGP MI depuis le lancement du dispositif ORELI :

Valeurs	Elec	Fioul	Gaz	Total général
Nombre projets retenus	190	14	28	232
Nombre études réalisées	190	14	28	232
Moyenne de SHAB (m²)	110	175	131	117
Moyenne de Cep initial (kWhEP/m².an)	409	377	305	394
Moyenne de Cep final (kWhEP/m².an)	77	68	69	76
Moyenne de Gain Cep (%)	78%	81%	77%	78%
Moy. gain Energie Finale (kWhEF/an)	23 827	61 542	37 685	27 775
Somme gains Energie Finale (kWhEF/an)	4 527 048	861 584	1 055 186	6 443 818
Moy. coût réno énergétique (€ TTC)	66 993 €	104 475 €	76 595 €	70 280 €

Il vient :

- 253 projets sont ou ont été accompagnés, parmi lesquels **232 disposent à ce jour d'études technico-économiques bouclées**. 21 projets sont ainsi engagés dans le parcours d'accompagnement, avec des études en cours de réalisation dont les conclusions ne peuvent pas encore être intégrées au tableau de synthèse ci-dessus.
- 141 projets concernent des ménages modestes ou très modestes (environ 60% du panel), bénéficiant d'un cofinancement ANAH (Sérénité / Habiter Mieux), dont 130 projets avec études techniques bouclées. Ces cofinancements ANAH sont mobilisés aussi bien dans le cadre d'OPAH qu'en secteur diffus.
- 112 projets sont relatifs à des ménages « classiques » non éligibles aux aides ANAH Sérénité.
- Il apparaît un gain moyen sur les Cep réglementaire de 27 775 kWh toutes énergies confondues, représentant une diminution de 78% par rapport à la situation initiale. Ce gain est réduit à 23 827 kWh pour les maisons dont l'énergie initiale principale est l'électricité. Ces valeurs sont très cohérentes avec celles retenues dans la fiche Ariane de l'action RGP MI.
- 126 projets ont recours à l'installation d'un chauffage bois permettant d'éviter en moyenne 6 558 kWh de consommations électriques supplémentaires si l'équipement n'avait pas été posé.
- Le coût moyen total est **70 280 €TTC** et une **subvention moyenne de près de 35 985€** toutes aides confondues dont près de **9 370€ de primes Agir+ conventionnelles**. Il convient de noter que les projets réceptionnés en 2021 n'ont pas bénéficié des aides RGP issues de la délibération de la CRE du 10/12/2020 (financement de la « surprime BBC » par l'AUE-CDC dans le cadre de l'expérimentation ORELI V1).

#### Bilan des opérations RGP MI dont les travaux ont été réceptionnés en 2021 :

Valeurs	Elec	Fioul	Total général
Nombre projets retenus	19	2	21
Nombre études réalisées	19	2	21
Moyenne de SHAB (m²)	113	219	123
Moyenne de Cep initial (kWhEP/m².an)	327	397	334
Moyenne de Cep final (kWhEP/m².an)	75	83	76
Moyenne de Gain Cep (%)	73%	79%	74%
Moy. gain Energie Finale (kWhEF/an)	17 179	74 411	22 630
Somme gains Energie Finale (kWhEF/an)	326 404	148 822	475 226
Moy. coût réno énergétique (€ TTC)	55 043	93 157	58 673

Il vient :

- 90% des projets réceptionnés en 2021 sont en énergie principale de chauffage électrique à l'initial.
- Les deux seuls projets en énergie fioul initiale sont peu représentatifs du projet moyen « ORELI », avec notamment des très grandes surfaces de logement. L'un de ces projets a basculé en PAC à la suite de la rénovation tandis qu'un chauffage principal bois a été installé sur l'autre, avec dans les deux cas des gains très conséquents en énergie finale via l'isolation globale très performante mise en place, et la maîtrise du confort d'été permettant d'éviter la climatisation de ces grandes habitations. En l'absence de l'assistance opérationnelle de l'AUE, ces projets auraient pu se traduire par des rénovations beaucoup moins performantes et entraîner des consommations électriques conséquentes à la suite de la bascule vers des systèmes de chauffage électrique non maîtrisés.
- Le gain moyen des 21 projets est proche de la moyenne constatée sur l'ensemble des projets accompagnés par le programme ORELI : -74% sur le Cep après rénovation contre -78%. Ce gain est réduit à 17 179 kWh pour les maisons dont l'énergie initiale principale est l'électricité. Il convient de noter que 10 de ces 21 projets ont recours à un chauffage bois après rénovation, permettant d'éviter en moyenne 8 128 kWh de consommations électriques supplémentaires.

#### Retours d'expérience sur financements des opérations RGP MI :

L'accompagnement des ménages pour le montage des opérations RGP MI a été particulièrement nécessaire lors des phases de mise au point des plans de financements, compte-tenu de la complexité d'application des différents règlements d'aide (ORELI, AGIR+, MaPrimeRénov', ANAH Sérénité, ...), et de la nécessité de faire jouer au maximum la complémentarité de ces aides pour un grand nombre de ménages aux moyens budgétaires contraints.

Il est toutefois difficile de présenter des statistiques compilées sur ces données financières car les deux dernières années ont été marquées par des changements successifs dans le fonctionnement de la plupart des systèmes d'aides, et dans les possibilités réglementaires de cumul :

- Les premiers projets ORELI (BBC) bénéficiait d'une subvention spéciale de 30% des coûts de rénovation énergétique, plafonnée à 15 k€ / projet, s'additionnant aux primes AGIR+ conventionnelles, ainsi qu'aux aides ANAH de l'époque pour les ménages éligibles
- Une période de transition a nécessité de maintenir un financement spécifique de la collectivité de Corse, en parallèle de l'entrée en application des nouvelles surprimes BBC prévues par le Cadre territorial de compensation
- La période la plus récente renvoie à l'application plus simple et directe des nouvelles surprimes prévues par le Cadre territorial de compensation, avec toutefois encore quelques réglages dans les modalités d'application de certaines aides complémentaires encore évolutives (MPR), pour certains cas particuliers, ceci faisant l'objet de discussions collégiales entre membres du comité MDE représentant les différents cofinanceurs.

#### Poursuite du déploiement du programme global ORELI :

En 2021, les échanges se sont poursuivis et accrus entre membres du comité MDE pour définir et mettre en œuvre l'articulation opérationnelle entre les actions du Cadre de Compensation liées au programme ORELI et le futur dispositif France rénov'.

Le renforcement des aides financières aux ménages pour la rénovation énergétique de leur maison, aujourd'hui acquis pour ce qui concerne le territoire corse, ne peut, à lui seul, suffire au développement de la RGP, qui nécessite en parallèle d'assister



fortement les ménages dans la conception de bouquets de travaux optimisés pour leur logement, dans le montage financier de leur opération, dans la recherche des meilleures offres de travaux, dans le suivi et la réception de ces derniers, puis dans la vérification et le maintien des performances énergétiques visées.

A ce titre, le dispositif ORELI est conçu pour être le principal canal permettant la prise en charge des RGP en maisons individuelles. Néanmoins, les partenaires du Comité MDE confirment leur volonté de mettre en place un dispositif unique de conseils et d'accompagnement qui s'étend, au-delà des seules RGP, aux rénovations partielles également couvertes par les dispositifs Ma Prime Rénov' et en Corse Agir Plus. L'activité de la plateforme de conseils et d'accompagnement ORELI est assurée par le CAUE de Corse pour les secteurs urbains du grand Ajaccio et du grand Bastia et par l'association A Rinascita pour le reste du territoire. Ces conseillers ont vocation à assurer les missions d'accompagnateur rénov' tel que prévu dans le dispositif national de l'Anah. A cette occasion, un numéro de téléphone unique est mis en place en Corse en lien avec le numéro national. En conséquence, il est proposé d'insérer une nouvelle action intitulée « Primo-conseils auprès des particuliers hors RGP » dédiée au financement complémentaire de la plateforme ORELI sur le périmètre des rénovations partielles. Cette nouvelle action fait ainsi l'objet d'un ajout dans le Contrat d'Assistance opérationnelle EDF-AUE. La vérification de l'efficacité de cette action est mutualisée avec l'ensemble des coûts de déploiement des actions de rénovation énergétique pour les particuliers, hors RGP, du cadre territorial de compensation portées par EDF.

#### 1.1.1.6 Rénovation globale et performante des logements collectifs - Logements sociaux (action portée par l'AUE)

Des opérations d'ensemble sur près de 1000 logements sont en cours de réalisation sur le territoire. Ces opérations ayant été engagées préalablement au 17/01/2020, elles ne sont toutefois pas éligibles à l'assistance opérationnelle de l'AUE ni aux nouvelles aides RGP. Elles bénéficient néanmoins des aides « conventionnelles » Agir+ et figurent dans les bilans précédant (actions mono-lots).

Le tableau ci-après liste les principales données liées à ces opérations.

Maitre d'ouvrage	Etat du projet	Opération	Date prévue de fin des travaux	Nb logements	Surface (m2)	Niveau énergétique	Energie Initiale	Gains énergétiques (MWh/an)	Gains électriques (MWh/an)	Coût projet (€)	Coût projet énergétique (€)
Commune de Bucugnà	En cours	Rénovation énergétique du bâtiment communal abritant l'école, la poste, les bureaux ainsi que des logements	2022	6	431	BBC rénovation	Elec	126	126	747 840 €	241 713 €
Commune de Partinellu	En cours	Rénovation énergétique de 2 logements sociaux	2022	2	133	BBC rénovation	Elec	22	22	300 000 €	108 199 €
ERILIA A Mandarinà	En cours	Rénovation énergétique de 331 logements sociaux	2022	331	25 500	BBC rénovation	Elec	1 876	1 876	17 259 273 €	6 044 604 €
Office Public de l'Habitat de la CAPA (OPH CAPA) Les Marines	En cours	Rénovation énergétique de 48 logements sociaux	2022	48	2 880	BBC rénovation	Elec	358	358	2 801 230 €	1 688 772 €
Office Public de l'Habitat de la CAPA (OPH CAPA) Bastelica	En cours	Rénovation énergétique de 4 logements sociaux	2022	4	193	BBC rénovation	Elec	50	50	504 000 €	158 476 €
SAS LOGIREM Bodiccione	En cours	Rénovation énergétique de 496 logements sociaux	2022	496	39 578	BBC rénovation	Gaz/Elec	7 142	549	28 000 000 €	11 009 036 €

Ci-après un bilan synthétique des principaux indicateurs :

Opérations programmées avant le 17/01/2020	
Nb opérations en cours de réalisation	6
Dont éligibles assistance	0
Date prévisionnelle de fin des travaux	Horizon 2022
Nb de logements sociaux	887
Coût total projets prévisionnel (€ TTC)	50 464 503 €
Coût projets rénovation énergétique (€TTC)	19 526 232 €
Surface total [m²]	64 715
Energie finale économisée [MWh]	9 575
Energie finale économisée par logement [kWh/lgt]	10 795
Energie finale économisée par logement électrique [kWh/lgt]	6 224
Aide CPER-CdC-AUE-FEDER prévisionnelle (€)	7 820 466
Aide CPER-CdC-AUE-FEDER versée (€)	1 666 058
Prime cadre (Aide Agir+ (€))	2 634 861
Assistance opérationnelle AUE	0
Aide totale par logement [€]	11 787

Ces opérations RGP logements collectifs ont fait en 2021 l'objet de réalisations partielles et seront réceptionnées en 2022. Il est à noter que par conséquent une partie des actions unitaires standards, des primes du cadre et des gains énergétiques générés via ces rénovations globales est déjà comptabilisée dans le bilan général du programme AGIR+ présenté dans les précédents paragraphes. Une analyse complémentaire doit-être menée avec EDF afin de pouvoir distinguer ces éléments de bilans. Afin d'éviter les doubles comptes, le prochain bilan identifiera clairement les opérations RGP Résidentiel ou Tertiaire dans les bilans AGIR+ globaux.

Ces éléments de bilan illustrent la bonne dynamique engagée sur le territoire à la suite du lancement des appels à projets bâtiments. Cette dynamique est également qualitative puisque les projets accompagnés s'inscrivent également dans une démarche de labellisation BBC-réno, par un organisme tiers, garantissant ainsi le niveau de performances énergétique post-travaux. Toutefois, cette dynamique doit être renforcée afin d'atteindre les objectifs du cadre territoriale de compensation. En effet, on compte également à jour 4 projets complémentaires dont les travaux doivent être engagés entre 2021 et 2022 pour un total de près de 259 logements. Enfin, il est à noter que la plupart des projets en cours d'accompagnement depuis 2020 ont été impactés par la crise COVID et des difficultés liées à la disponibilité des entreprises, générant des retards sur les calendriers prévisionnels initiaux. Ce type d'opération, qui par nature et dans les contextes favorables présente déjà des durées de réalisation de plusieurs années, peut donc rester inscrit et/ou être reporté dans les bilans annuels du cadre sur plusieurs exercices successifs.

Au travers de ces missions d'assistance opérationnelle, l'AUE a mis en œuvre un accompagnement régulier se traduisant notamment par :

- Des campagnes de communication permettant de mettre en avant les appels à projets bâtiments et notamment celui destiné aux logements sociaux ;
- Organisation des jurys d'appels à projets ;
- Organisation régulière de réunions avec les maitres d'ouvrage ;
- Instruction des dossiers ;
- Aide à la conception technique et financière du projet (aide au montage du dossier) ;
- Suivi régulier de l'avancement des chantiers ;
- Récolte des pièces pour paiement ;
- Contrôle des pièces et visite sur site

La PPE prévoit la rénovation de 8 600 logements sociaux à l'horizon 2028. Cet objectif nécessiterait d'investir 470 M€. Les aides du cadre seront donc indispensables pour l'atteinte de cet objectif. L'accompagnement des maîtres d'ouvrage est également indispensable pour des projets aussi complexes. La préfiguration du projet et son suivi jusqu'à la réception du chantier conditionne la bonne réalisation du projet.



Le Comité MDE souligne à nouveau l'importance de maintenir l'éligibilité des logements combustibles au soutien MDE, notamment dans le cadre de rénovations globales et performante, pour atteindre les objectifs politiques de transition énergétique comme pour maîtriser de façon durable les charges de SPE liées au système électrique de Corse : soutien à l'isolation performante préalable à tout changement de système, soutien aux PAC performantes, soutien aux EnR thermiques chaque fois que possible, ...

D'une manière plus spécifique, la « bascule » des bâtiments gaz d'Ajaccio et de Bastia est d'autant plus confirmée qu'il est aujourd'hui acté par le Projet de Loi de Finance 2022 que les usages associés aux réseaux de gaz en ZNI vont être convertis à l'électricité ou aux énergies renouvelables. Ceci a fait l'objet de l'amendement N°II-3541 adopté le 10 novembre 2021 modifiant l'article 29 du PLF pour 2022 (N°4482). S'il est convenu que cette conversion se réalise dans la durée, il est nécessaire de prévoir à l'occasion de la présente révision du cadre territorial de compensation les dispositions spécifiques pour anticiper et optimiser l'impact économique de sa réalisation, notamment au travers des projets de rénovation RGP. A l'occasion des prochains projets de rénovation des bâtiments situés dans ces zones, la bascule vers l'usage électrique et les énergies renouvelables doit être réalisée tout en maîtrisant l'impact sur les consommations. C'est pourquoi, il convient notamment à la fois de réviser les effets indésirables liés à l'usage combustible de l'action RGP en les annulant et d'augmenter le niveau de primes dans la mesure où l'efficacité de l'action le permet et que les besoins de niveau financement sont importants.

#### **1.1.1.6 Proposition d'évolution - Recharge pilotée de véhicules électriques à domicile**

##### **Présentation de l'action et Gisement potentiel**

Cette action s'adresse au secteur des logements résidentiels individuels existants ou neufs en France métropolitaine (logements collectifs non éligibles). Elle consiste à accompagner la mise en place et le déploiement de bornes de recharge pilotée des véhicules électriques.

La mise en place est réalisée par un professionnel qualifié.

L'infrastructure de recharge pilotée doit répondre aux prérequis permettant le pilotage :

- La borne ou prise renforcée permet de s'interfacer avec le compteur électrique
- L'IRPVE utilise un asservissement avec le signal heure pleine/heure creuse (HP/HC)
- Un dispositif de dérogation permet de forcer la recharge sur action manuelle

Dans le cas d'une installation existante, le bénéficiaire accepte si ce n'est pas déjà le cas un contrat de fourniture HP/HC

Le gisement pour cette action est en lien avec le développement croissant des véhicules électriques sur le territoire.

Près de 5500 véhicules 100% électriques et hybrides rechargeables étaient en circulation en Corse à fin 2021, dont environ 2000 détenus par des particuliers (soit environ 36%). On estime que ce chiffre avoisinera les 10000 à fin 2022, représentant une consommation annuelle de l'ordre de 23 GWh. Ces éléments permettent d'estimer le gisement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques à domicile à 3600 unités (=10000 x 0.36) minimum début 2023.

D'après une [enquête menée par Enedis en 2020](#), la recharge principale s'effectue très majoritairement à domicile : 90% des répondants en maison individuelle rechargent principalement à domicile, ce qui fait du pilotage de la recharge à domicile un enjeu prioritaire.

Le dispositif de recharge pilotée à domicile permet de limiter la pointe de consommation électrique sur le territoire.

Cette action ne génère pas d'économie d'énergie à proprement parlé. Le volume d'énergie déplacée de référence correspond à la consommation annuelle estimée du client pour son véhicule électrique à domicile et s'élève à 2 068 kWh.

##### **Prime optimale**

On estime que le surcoût lié à la pose d'une prise renforcée asservie par rapport à une prise non asservie est d'environ 200 € (coût de fourniture et installation d'environ 300 € sans asservissement et 500 € avec).

Certaines bornes de recharge (inférieure à 7,4 kVA) permettent nativement l'asservissement aux heures creuses mais le coût fourni posé peut monter jusqu'à 2000 €, et l'asservissement nécessite dans tous les cas un câblage supplémentaire jusqu'au compteur dont le surcoût varie fortement selon la distance entre le tableau et le compteur.

Le comité MDE propose une prime de 200 € par unité de prise renforcée et 300 € par unité de borne (inférieure à 7 kVA) pour les clients résidentiels (cible précaires et non précaires).

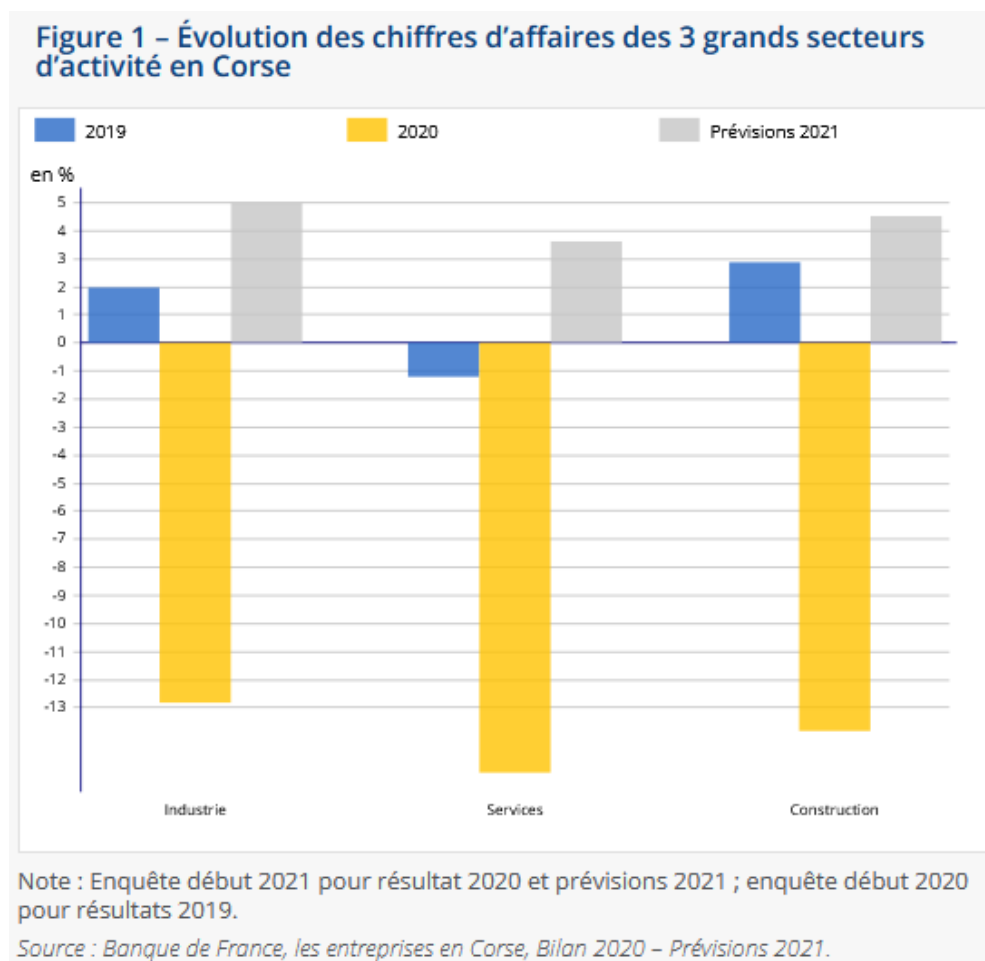
Une fiche action descriptive détaillée est jointe en annexe à ce document

### 1.1.2 Secteur tertiaire et industriel

#### 1.1.2.1 Confort thermique

Fiche opération	Réalisé 2019 (m²)	Réalisé 2020 (m²)	Objectif 2021 (m²)	Réalisé 2021 (m²)	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Isolation de combles ou de toitures	7 351	1 045	30 000	3 026	<b>+1900%</b>	Attention, la colonne Évolution 2020/2021 affiche une forte augmentation cependant, le réalisé reste bien loin des objectifs en 2021. Cela était déjà le cas pour les années 2019 et 2020.
Isolation des murs		609	40 000	2 560	<b>+320%</b>	
Isolation des murs par l'intérieur		713	6 000	3 480	<b>+388%</b>	
Isolation d'un plancher	951	282	15 000	4 147	<b>+1371%</b>	
Isolation des toitures terrasses	1 607	1 278	25 000	4 943	<b>+287%</b>	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	1 661	122	2 000	859	<b>+604%</b>	

Le secteur tertiaire, particulièrement impacté par la crise sanitaire et économique de 2020, a entamé une relance pour cette année 2021. Comme le montre l'étude de l'INSEE parue le 08/07/2021 nommée « Économie des entreprises - Un violent recul de l'activité en 2020 et une perspective de rebond anticipée pour 2021 Bilan économique 2020 » par Bernard Benitez (Banque de France, Direction régionale de Corse).



Avec des coûts moyens constatés sur un échantillon représentatif d'opérations de 40€ HT/m<sup>2</sup> pour l'isolation des combles, 42€ HT/m<sup>2</sup> pour les murs, 45€ HT/m<sup>2</sup> pour les toitures terrasses et 38€ HT/m<sup>2</sup> pour les planchers, les primes pour les actions d'isolation des parois opaques dans le secteur tertiaire se révèlent insuffisantes pour massifier ces opérations. A noter que dans le cas d'opérations RGP, des coûts induits sont également à prendre en compte.

Les projets d'isolation dans les bâtiments tertiaires sont souvent des projets de longue durée qui nécessitent des coûts induits supplémentaires (travaux de maçonnerie supplémentaires : en particulier pour les murs et les toitures terrasses).

Le Comité MDE constate un écart important entre les objectifs en matière de placements prévus dans le Cadre de compensation et ceux constatés en réalisation sur les années 2019-2021. Au-delà des circonstances contextuelles (Crise Covid19, Crise des matériaux, Crise économique,) le Comité MDE indique que les actions citées ci-dessous dont les 2 premières sont déjà mises en œuvre depuis le début de l'année 2022 pourraient infléchir cette tendance.

#### **Plan d'actions mis en œuvre par EDF en Corse en 2022 :**

- Duplication du système de filière d'installateurs RGE au secteur de l'isolation dans les segments tertiaire, industriels, syndicats et bailleurs sociaux
- Mise en place de l'avance de prime en créant une offre Isolation Tertiaire (bâtiments tertiaires et industriels) ainsi qu'une offre isolation syndic (à l'attention des syndicats de copropriété) pour faciliter le placement des aides et maximiser le nombre d'opération se réalisant dans les copropriétés.
- Comme indiqué précédemment, si la rénovation du secteur tertiaire présente un enjeu spécifique, les opérations de MDE restent à un niveau très inférieur aux objectifs de la PPE. Outre les difficultés à mobiliser les acteurs et à les accompagner dans leur projet, les financements disponibles apparaissent insuffisants, notamment pour les opérations RGP. Le cadre territorial de compensation ne permet en effet d'atteindre à ce jour qu'un taux d'aide de moins de 10% de l'assiette énergie. Cela s'explique notamment par des possibilités d'intervention réduites à quelques postes sans prise en compte par ailleurs des coûts induits importants dans le cadre d'une opération de type RGP. Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, à l'image des actions standards « rénovations globales et performantes en Résidentiel », l'action proposée vise à soutenir les opérations de rénovation énergétique se traduisant par une importante réduction des consommations électriques sur des bâtiments tertiaires, via l'amélioration simultanée de l'isolation thermique des enveloppes globales et des systèmes.

#### **1.1.2.2 Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative/positive**

Fiche opération	Réalisé 2019 (ml)	Réalisé 2020 (ml)	Objectif 2021 (ml)	Réalisé 2021 (ml)	Évolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C positive	134	75	1000	53	-30%	Activité soumise à la concurrence, une analyse des CEE déposés sur ce secteur sur la période 2019-2021, serait utile pour mieux adapter la stratégie de placements sur cette offre.
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C négative	0	9	200	0	-100%	

L'installation des 53 meubles frigorifiques a généré 183 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2021.

Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (11 ans selon la fiche CEE), les 53 meubles frigorifiques installés en 2021 généreront 1 283 MWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 2,7 GWh cumac ont été générés en 2021.

Cette baisse des placements s'explique :

- D'une part par les chantiers réalisés les années antérieures
- D'autre part par des actions menées à l'interne par les GSA (qui sont eux-mêmes des obligataires de CEE)

#### **1.1.2.3 Éclairage performant**

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
-----------------	--------------	--------------	---------------	--------------	-------------------------	--------------

Luminaire d'éclairage général à modules LED	32254	7024	4500	2 488	-60%	Fiche CEE en extinction et remplacement par une nouvelle action proposée au Cadre pour 2022-2023. D'où la diminution des placements.
Tubes à LED à éclairage hémisphérique	1436	1 381	500	138	-90%	
Luminaires à modules LED	91	15	50	0	-100%	

L'installation des différents luminaires a permis de générer 325 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2021. Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (Entre 8 et 20 ans selon les fiches CEE), la mise en place des différents luminaires en 2021 génèrera 4 144 MWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 286 MWh cumac ont été générés en 2021.

Les évolutions réglementaires de la fiche Luminaire d'éclairage général à modules LED n'a pas permis au marché Corse de se positionner sur cette action : manque de qualification spécifique type RGE ETUDE parmi le panel de prestataires locaux.

En complément, la disparition de 2 fiches opération sur les 3 inscrites au cadre ont éteint naturellement les placements.

Enfin, une partie non négligeable des opérations que nous prospectons représentent moins de 10 luminaires à remplacer. Au regard de l'investissement en matière d'ingénierie administrative nous priorisons les opérations plus volumineuses (à partir de 100 pts lumineux).

#### 1.1.2.4 Chauffe-eau solaire collectif dans le tertiaire (Action portée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE. Elle est portée par une même offre, mais suivant deux canaux en fonction de la taille du projet :

- Au fil de l'eau pour les projets dont la surface de capteurs est  $< 10 \text{ m}^2$
- Via l'appel à projets commun AUE-ADEME-EDF-ATC pour les projets dont la surface est  $\geq 10 \text{ m}^2$

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Professionnels - Chauffe-eau solaire collectif [m <sup>2</sup> ]	51,6	1 550	124	140 %	2 projets 2020 (102 m <sup>2</sup> ) + 3 projets 2021 (22m <sup>2</sup> )

La filière semble connaître un début d'évolution positive après baisse due à la crise sanitaire. Ainsi on note une augmentation significative des dossiers professionnels **réalisés ou en cours en 2021** (22 dossiers) par rapport à 2020 (11 dossiers). Ces dossiers concernent tous des établissements touristiques. 50% relèvent de l'appel à projets solaire thermique ( $>10 \text{ m}^2$ ). En 2021, la surface moyenne des opérations était de  $13 \text{ m}^2$ . Toutefois, le bilan du réalisé est très inférieur aux objectifs du cadre territorial de compensation.

En 2021, 5 dossiers ont été réalisés. Ils ont tous bénéficié d'une aide de la Collectivité de Corse et pour 3 d'entre eux d'une aide complémentaire du cadre et 2 de crédits complémentaires du fonds chaleur.

Concernant les coûts d'installation, ils ont légèrement augmenté en 2021, passant de  $1305 \text{ € HT/m}^2$  de capteurs en 2020 à  $1 469 \text{ € HT/m}^2$  en 2021. Pour mémoire, ils étaient à  $2 427 \text{ € HT/m}^2$  en 2019. Ceci semble dû à un ou deux projets techniquement plus complexes, donc plus chers qui influent fortement sur la moyenne compte tenu du faible échantillon.

Le bilan des projets solaire thermique professionnels ayant bénéficiés de l'assistance opérationnelle en 2021 est le suivant :

	2021	
	AAP	Hors AAP
Objectifs	1 550 m <sup>2</sup>	
Réalisé	2	3
Dont éligible assistance	2	2
Surface éligible assistance [m <sup>2</sup> ]	105	19
Subventions AUE [€]	84 504 €	6 178 €

Prime du cadre [€]	0	0
Coût total TTC [€]	212 572 €	24 591 €
Surface totale [m²]	105	19
Gains énergétiques [MWh]	46,084	8,34

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique professionnel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Une campagne de communication sur l'appel à projets
- La conception/impression d'une plaquette présentant l'appel à projets
- L'organisation d'une réunion annuelle avec les professionnels, l'ADEME et EDF pour évoquer les bilans et perspectives de la filière. En raison de la crise Covid, une seconde réunion n'a pu être organisée, des échanges bilatéraux ont été cependant réalisés.
- L'organisation des jurys de sélection à l'appel à projets pour les dossiers en relevant (2 sessions)
- L'instruction des dossiers
- Le versement des primes
- Le contrôle sur pièces et sur site de toutes les installations

**Demande de précisions à l'attention des services de la CRE :** Dans la mesure où cela n'est pas précisé dans la délibération de la CRE, pourriez-vous confirmer la possibilité de financer les opérations en substitution de combustible dans la mesure où les hypothèses retenues pour l'effet parc sont vérifiées.

#### 1.1.2.5 Bois-Energie

En 2021, deux opérations de chaufferie bois ont été réalisées. Il s'agit du remplacement d'une chaudière fioul dans un hôtel et de la mise en œuvre d'un projet dans le cadre d'une rénovation énergétique globale communale. Plusieurs études de faisabilités technico-économiques, portées par des communes ou des professionnels, sont également en cours de réalisation.

Si aucun projet n'a pu bénéficier à ce jour d'un accompagnement éligible à l'assistance opérationnelle prévue dans le contrat AUE-EDF, l'AUE a néanmoins poursuivi son travail d'animation et d'assistance auprès des maîtres d'ouvrage. A ce titre, un appel à projets bois-énergie a été lancé en 2021, avec l'ADEME et EDF, et sera renouvelé en 2022.

A ce jour, deux projets sont pressentis pour se porter candidats.

Le bilan du réalisé est très inférieur aux objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation.

**Demande de précisions à l'attention des services de la CRE :** Dans la mesure où cela n'est pas précisé dans la délibération de la CRE, pourriez-vous confirmer la possibilité de financer les opérations en substitution de combustible dans la mesure où les hypothèses retenues pour l'effet parc sont vérifiées.

#### 1.1.2.6 Substitution usage électrique par usage bois

Fiche opération	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Substitution usage électrique par usage bois	-	245	-	-	Cf. paragraphe ci-dessous

Aucune action de substitution des usages électriques par des usages bois n'a été réalisée de 2019 à 2021 pour la cuisson en boulangerie. Les actions de substitution d'usages électriques pour la cuisson en boulangerie avant 2019 concernaient essentiellement une substitution par le gaz (réseau ou cuve) qui ne trouve pas d'équivalent par le bois.

#### 1.1.2.7 Motorisation performante

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
-----------------	--------------	--------------	---------------	--------------	-------------------------	--------------

Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone	1925	128	500	945	+638%	Une action qui se porte bien et dont le gisement est profond. Le manque de compétitivité des primes du cadre sur ce secteur face aux acteurs privés crée une concurrence imbattable. La rehausse des montants de primes sur ce secteur permettra de développer le nombre de placements
IND - Moteur performant IE4	0	0	200	0	-	

L'installation des 945 systèmes de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone a généré 846 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2021. Au total, sur la durée de vie de ces actions (19 ans selon la fiche CEE), les 945 systèmes de variation électronique de vitesse installés en 2021 généreront 12,7 GWh d'économies d'énergie.

Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 19,6 GWh cumac ont été générés en 2021.

Les objectifs 2021 ont été dépassés pour les systèmes VEV sur moteur asynchrone dans l'industrie. Nous constatons à partir des remontées du terrain provenant des Chargés d'Affaires MDE d'EDF en Corse, lors de leurs visites de prospection, que le gisement pour cette action est important. À titre d'exemple, les gestionnaires d'eau potable des agglomérations de Bastia et d'Ajaccio, ainsi que certaines communautés de Communes sont très intéressées par cette action et par l'accompagnement qu'EDF en Corse peut apporter notamment pour les équipes techniques en charges de la maintenance/exploitation ou encore pour les équipes en charge du patrimoine des compagnie des eaux en Corse. (Gains en facture d'électricité)

Comme les années précédentes, aucune opération de remplacement par des moteurs performants IE4 : il n'y a pour l'instant pas de demandes pour ce type d'opérations.

#### **1.1.2.8 Proposition évolution - Système de gestion technique du bâtiment pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire, la production de froid, l'éclairage et auxiliaires**

##### **Présentation de l'action et du secteur concerné par le développement de l'action d'économies d'énergie envisagé**

Bâtiment tertiaire (existant et neuf). Les procédés thermiques (= gain en consommation combustible sont exclus de cette opération standard du cadre de compensation).

##### **Dénomination de l'opération**

Mise en place d'un système de gestion technique du bâtiment pour un usage chauffage et/ou refroidissement/climatisation, et le cas échéant, eau chaude sanitaire, éclairage, et auxiliaires.

Le simple raccordement d'un bâtiment à un système existant de gestion technique du bâtiment n'est pas éligible à la présente fiche.

##### **Réglementation en vigueur ou prévue**

En 2002, l'Union Européenne a émis la Directive sur la Performance Energétique des Bâtiments (DPEB). La directive stipule de définir une méthode de calcul qui a conduit à la rédaction d'une norme sur le calcul de l'impact des fonctions de GTB en 2007 : la NF EN 15232. Cette norme a été mise à jour en 2017.

Cette norme crée 4 classes de performance :

- A : systèmes à performance énergétique élevée (gestion au niveau local avec enregistrement automatique des besoins, monitoring, optimisation durable de l'énergie)
- B : systèmes avancés (gestion au niveau local et monitoring)
- C : systèmes normalisés (gestion globale au niveau des installations primaires)
- D : systèmes à faible performance (aucune gestion ni monitoring)

Pour chacune de ces classes, une méthode détermine les exigences minimales auxquelles doivent satisfaire différentes fonctions de gestion technique du bâtiment (GTB) et estime les gains énergétiques en conséquence de leur déploiement.

Le dispositif eco-énergie tertiaire est une obligation réglementaire engageant les acteurs du tertiaire vers la sobriété énergétique. Issue du décret tertiaire n°2019-771 du 23 juillet 2019, elle impose une réduction progressive de la consommation d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire, pour les bâtiments d'une surface égale ou supérieure à 1000m<sup>2</sup> exclusivement alloué à l'usage tertiaire.

Le décret BACS relatif au système d'automatisation et de contrôle des bâtiments non résidentiels est paru le 21 juillet 2020. Issu de la directive sur la Performance Energétique des Bâtiments révisée en 2018, il prévoit l'installation de systèmes d'automatisation et de régulation dans le tertiaire pour les systèmes de chauffage, de climatisation combinée ou non avec un système de ventilation excédant les 290 kW de puissance nominale. Les critères auxquelles doivent répondre ces systèmes (dont la GTB) correspondent aux fonctions de régulation de la classe C de la norme EN 15232-1.

##### **Gisement**

Il est estimé que l'installation de gestion technique du bâtiment (GTB) de fonctions de régulation de Classe A et B permet de réaliser une économie de 24 TWhcumac entre 2020 et 2025 sur l'ensemble des usages réglementaires avec : 10 TWhc pour les bureaux soit 42%, 3 TWhc pour l'enseignement soit 13%, 7 TWhc pour le commerce soit 30%, 2 TWhc pour l'hôtellerie-restauration soit 7,5% et 2 TWhc pour la santé soit 7,5%.

Sur La Corse, la DREETS a recensé 41793 établissements en 2018 tous secteurs confondus.

	Ensemble nombre
Agriculture, sylviculture et pêche	2 713
Industrie	1 885
Construction	5 225
Commerce, réparation automobile	5 287
Transports et entreposage	785
Hébergement et restauration	3 818
Information et communication	422
Activités financières et d'assurance	574
Activités immobilières	763
Activités scientifiques, techniques et de soutien	4 634
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9 287
Autres activités de services	6 400
<b>Total Corse</b>	<b>41 793</b>

[https://corse.dreets.gouv.fr/sites/corse.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/2021-17\\_web.pdf](https://corse.dreets.gouv.fr/sites/corse.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/2021-17_web.pdf)

#### **Prime optimale**

- Le coût estimatif d'installation d'un système de gestion technique du bâtiment dépend de plusieurs critères (équipements disponibles, difficultés techniques, communication propriétaire, ...).

D'après la base de données de l'ADEME d'avril 2020, le coût d'installation est compris entre 2 et 10.5 €/m².

Le cout moyen considéré est de 8,5€/m².

- Le montant de prime proposée permet d'inciter aux acteurs du secteur en contribuant à la valeur moyenne globale à hauteur de 7 €/m² de surface surveillée par le système GTB.

#### **Rythme de déploiement prévisionnel**

La filière GTB est en phase de progression sur le territoire, les placements (en m² de surface) envisagés sur la période restant du cadre sont :

2019	2020	2021	2022	2023
0	0	0	20 000	40 000

**Une fiche action descriptive détaillée est jointe en annexe à ce document**

#### **1.1.2.9 Proposition évolution - Système de mesurage d'indicateurs de performance énergétique**

#### **Secteur concerné par le développement de l'action d'économies d'énergie envisagé**

Industrie et agriculture (existant ou neuf)

Les procédés thermiques (=gain en consommation combustible sont exclus de cette opération standard du cadre de compensation).

#### **Dénomination de l'opération**

Mise en place d'un système de mesurage d'Indicateurs de Performance Energétique (IPE) sur un ou plusieurs équipements ou ensembles d'équipements constituant un usage énergétique.

Ce système a pour fonction :



- De mesurer, relever et conserver les données nécessaires au calcul des IPE ;
- De communiquer vers l'utilisateur les résultats obtenus afin de réaliser un suivi des IPE ;
- D'alerter l'utilisateur en cas de dérive des IPE.

Sont éligibles à l'opération les systèmes de mesurage mis en place sur les équipements ou ensembles d'équipements constituant un des usages énergétiques suivants : production et distribution de chaleur, production et distribution d'air comprimé, production et distribution de froid, procédé industriel thermique ou électrique, autres systèmes motorisés.

Un même équipement ne peut pas faire l'objet de plusieurs demandes de certificats d'économies d'énergie sauf lorsque l'équipement considéré utilise plusieurs énergies de manière concomitante, sous réserve que la somme des puissances nominales utilisées pour chaque demande ne dépasse pas la puissance nominale de l'ensemble de l'installation. La présente opération peut alors être utilisée indépendamment pour chacune des énergies utilisées.

Les systèmes de mesurage d'indicateurs de performance énergétique mis en place sur les équipements de secours ne sont pas éligibles à l'opération.

### **Gisement**

Selon la publication annuelle de la Corse en Bref ; élaborée en collaboration entre l'Insee, les services régionaux de l'État (notamment le SGAC, la DREETS, la DREAL et la DRAAF), le Rectorat de l'Académie de Corse et le CARIF OREF de Corse (Collectivité de Corse).

En 2021 :

- Pour l'industrie, le rapport fait état de 2016 établissements dans l'industrie corse. En partant sur un taux d'équipement de 16%, le gisement est de 1693 entreprises.
- Pour l'agriculture, le rapport fait état de 2831 exploitations agricole en Corse dont 1819 moyennes et grandes. En partant sur un taux d'équipement de 16% sur les 1819 moyennes et grandes exploitations le gisement est de 1528 exploitations.

### **Prime Optimale**

Une prime de 10 €/kW est proposée pour inciter à la réalisation de cette action.

### **Objectifs de placement 2022/2023 en nombre d'établissement ou d'exploitation agricole**

Pour l'industrie : 1 / 4

Pour l'agriculture : 1 / 4

Une fiche action descriptive détaillée est jointe en annexe à ce document

#### **1.1.2.10 Proposition évolution - Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid**

### **Dénomination de l'opération**

Mise en place d'un système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid afin de chauffer ou préchauffer, sur site, un fluide caloporteur (e.g. de l'eau), de l'eau ou de l'air.

La mise en place d'un système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid de secours ou sur une pompe à chaleur n'est pas éligible à cette opération.

### **Gisement**

En 2009, la consommation électrique pour la production de froid est estimée à 8,6 TWh ; elle se répartit entre le froid process pour 7,5 TWh et le froid confort pour 1,1 TWh.

En 2020, la consommation d'énergie électrique finale du secteur industriel est de 62 TWh en France (<https://opendata.reseaux-energies.fr>). D'après les informations ci-dessus, nous considérons que la consommation électrique pour la production de froid représente environ 14.5% du secteur industriel avec 87.8% de froid process et 12.2% de froid confort.



La consommation d'énergie électrique industrielle est de 107,612 GWh en Corse (<https://opendata-corse.edf.fr>). Nous considérons donc que 15,60 GWh ( $=107,612 \times 0,145$ ) sont dédiés à la production de froid du secteur, dont 13,698 GWh de froid process et 1,90 GWh de froid confort.

Usage	Répartition	Consommation (MWh <sub>ef</sub> )	Durée annuelle de fonctionnement (h)
Froid confort	12.2%	1 902	3150
Froid process	87.8%	13 698	3185

Sur ces valeurs, la moyenne pondérée de durée de fonctionnement (1x8, 2x8, 3x8) est de  $3150 \times 12.2 + 3185 \times 87.8 / 100 = 3180$ h/an d'après les données ci-dessus et les valeurs ATEE.

En considérant que le secteur industriel a la même proportion de gisement de récupération de chaleur dans la part de production de froid de 70%<sup>1</sup>.

La consommation électrique industrielle corse à usage de froid étant de 15,60GWhth, le gisement estimé est de 11 GWhth.

### Économie d'énergie de référence

En utilisant, la même méthodologie que proposée dans la fiche IND UT 117, les économies d'énergies par unité de puissance thermique récupérée (kWth) se calculent selon :

La moyenne pondérée de durée de fonctionnement sur La Corse étant de 3180h/an, les économies d'énergies de référence sont de  $3180 \times 0.98 = 3116$  kwh par kWth récupérée.

### Prime optimale

Le coût estimatif d'installation d'une récupération de chaleur dépend de plusieurs critères (machine frigorifique ciblée, équipements disponibles, ...), le coût d'installation estimé localement est compris entre 20 000 et 200 000 €HT.

La prime optimale déterminée pour la mise en place d'un système de récupération de chaleur sur groupe froid est : 1500€/kWth (thermique récupéré)

### Rythme de déploiement prévisionnel

	2019	2020	2021	2022	2023
Industrie	0	0	0	40	100

#### 1.1.2.11 Proposition évolution - Nouvelle Action RGP Tertiaire

Lors des travaux relatifs au précédent bilan-révision du Cadre, une action RGP Tertiaire avait été proposée par le Comité MDE mais non retenue par les services de la CRE. Dans le cadre du présent bilan, il est de nouveau proposé une nouvelle action RGP Tertiaire comme développé ci-après et détaillé en annexe.

Comme indiqué précédemment, si la rénovation du secteur tertiaire présente un enjeu spécifique, les opérations de MDE restent à un niveau très inférieur aux objectifs de la PPE. Outre les difficultés à mobiliser les acteurs et à les accompagner dans leur projet, les financements disponibles apparaissent insuffisants, notamment pour les opérations RGP. Le cadre territorial de compensation ne permet en effet d'atteindre à ce jour qu'un taux d'aide de moins de 10% de l'assiette énergie. Cela s'explique notamment par des possibilités d'intervention réduites à quelques postes sans prise en compte par ailleurs des coûts induits importants dans le cadre d'une opération de type RGP.

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, à l'image des actions standards « rénovations globales et performantes en Résidentiel », l'action proposée vise à soutenir les opérations de rénovation énergétique se traduisant par

<sup>1</sup> Fiche calcul Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid

une importante réduction des consommations électriques sur des bâtiments tertiaires, via l'amélioration simultanée de l'isolation thermique des enveloppes globales et des systèmes.

Ce type d'action vise prioritairement les bâtiments énergivores, peu ou pas isolés et dotés de systèmes peu performants, qui seront sélectionnés par voie d'appel à projets à l'appui d'études énergétiques précises. Les opérations éligibles concernent à la fois les projets BBC-Compatibles et BBC rénovation conformément aux objectifs du projet de PPE révisée de Corse. Le principe de l'action est de proposer aux porteurs de projets une prime financière directement proportionnelle au gain d'énergie finale généré par leur rénovation globale. Les niveaux de gains servant de base au calcul du soutien financier sont ceux issus des études réglementaires réalisées, et contrôlées par les agents de l'AUE lors de l'accompagnement amont des projets. Par ailleurs, l'assistance technique et financière proposée aux porteurs de projets vise également à établir un plan de financement optimisé, pouvant notamment cumuler l'aide financière du Cadre liée à la présente action, et d'autres financements CPER, FEDER, pour constituer un niveau d'aide globale plus incitatif et adapté aux enjeux de la rénovation globale et performante.

Les coûts moyens de ces rénovations sont estimés à 600€/m<sup>2</sup>. Il est proposé de fixer la prime MDE du cadre territorial de compensation à 2 000 € par MWh EF annuel évité (électricité et concessions gaz). Les simulations Ariane permettent d'estimer une efficacité de l'action à 1,11. Comme détaillé en annexe, ce niveau de Prime MDE correspond à un taux d'intervention d'environ 20%.

### 1.1.3 Collectivités et autres – Système d'éclairage performant LED, de variateur de puissance et d'horloge astronomique

#### 1.1.3.1 Bilan des opérations AAP et hors AAP

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Système de variation de puissance en éclairage extérieur	17725	1 287	100 000	112 145		
Rénovation d'éclairage extérieur	5361 (Hors AAP)	4367 (dont 305 en AAP)	8000	7 061 (dont 5989 en AAP)		
Horloge astronomique pour l'éclairage extérieur		25	150	245		

En 2019 aucune opération n'a bénéficié de la prime à 500€/PL dans le cadre de l'AAP régional. Cela s'explique par un décalage entre la validation des dossiers en 2019+2020 et les délais de réalisation des travaux, programmés jusqu'en 2022.

#### 1.1.3.2 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage public dans le cadre des appels à projets portés par l'AUE

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE.

Le bilan des placements réalisés en 2021 est le suivant :

Résultat 2021	Objectif 2021	Réalisé 2021	Commentaires
Points lumineux à 300€/point lumineux (nb)		1 849	Ces opérations issues des appels à projets réalisées en 2021 ne sont pas éligibles à la prime de 500€ et ont été engagées préalablement au 17 janvier 2020.
Points lumineux à 500€/point lumineux (nb)	4 500	4 140	Un certain nombre d'opérations engagées en 2019-2020 seront finalisées en 2022 mais ont fait l'objet d'une réalisation partielle en 2021.

Le bilan des opérations sélectionnées par AAP ayant bénéficiés de l'assistance opérationnelle de l'AUE qui donnera lieu à des rénovations au cours des prochaines années figure ci-après.

	2020	2021
Nb opérations lauréates AAP	8 (dont 61 communes SDE2A)	8
Dont éligibles assistance	8 (dont 61 communes SDE2A)	8
Nb points lumineux à rénover	14 561	6 406
Dont éligibles assistance	14 561	6 406
Gain conso énergie finale [kWh]	6 342 390	1 376 721
Dont éligibles assistance [kWh]	6 342 390	1 376 721
Gain moyen/ Point Lumineux [kWh]	508	464
Coût total projet prévisionnel	20 090 663 €	10 737 220 €
Coût total projet éligible prévisionnel	15 949 062 €	7 192 920 €
Aide CPER-CdC-FEDER prévisionnelle	4 211 711 €	1 907 730 €
Prime cadre prévisionnelle	7 939 601 €	3 117 569 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action rénovation de l'éclairage public, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Coordination avec les partenaires de l'appel à projets pour sa rédaction
- Une campagne de communication sur l'appel à projets (radio, presse, télé et réseaux sociaux)
- Echanges avec les maitres d'œuvre (bureaux d'études) et les maitres d'ouvrage (communes, syndicat d'énergie), notamment pour diffuser l'appel à projets et les aider au montage de leur dossier de candidature

- Analyse des livrables techniques des dossiers de candidature et recommandations le cas échéant aux porteurs de projets pour optimiser techniquement et économiquement leurs projets
- Organisation de jurys de sélection à l'appel à projets
- Instruction administrative, technique et financière des dossiers
- Transmission des éléments nécessaires à la validation des primes prévisionnelles d'économies d'énergie Agir Plus à EDF en amont des jurys et validation lors de ces derniers

En 2021, 6 406 points lumineux ont été lauréats de l'AAP avec un gain énergétique moyen de 77%. Ceci représente 9,1% du nombre total des points lumineux en Corse estimé aujourd'hui à 70 000. Depuis 2016 ce sont 39 416 points lumineux qui ont été lauréats à l'AAP sur 47 712 ayant fait l'objet d'un inventaire.

Le réalisé de 2021 est légèrement inférieur aux objectifs de réalisation. Ces réalisations sont issues des dossiers lauréats en 2019-2020, et parfois antérieurs, ce qui met en évidence un décalage important entre le début des projets et leur réception. Cela s'explique notamment par des besoins de compléments d'études, de montage de marchés spécifiques et d'une ingénierie financière adaptée à ces projets globaux et exemplaires. Ce bilan 2021 intègre une réalisation partielle d'une première tranche portée par le SDE2A qui s'achèvera en 2022.

Par ailleurs, il convient de souligner que la rénovation globale et performante d'un réseau d'éclairage public est un projet complexe car regroupant plusieurs aspects : l'aménagement de l'espace public, la sécurité, l'énergie. C'est pour ces raisons que les projets se déroulent sur plusieurs années, la crise sanitaire ayant entraîné des délais supplémentaires. La mise en œuvre des appels à projets se traduit par une montée en compétence de l'ensemble des acteurs et une multiplication des projets. Ce surcroît d'activité induit également des délais supplémentaires dans la réalisation des projets.

Les principales agglomérations (Ajaccio, Bastia, Corte, Propriano) et le syndicat d'énergie de Corse du Sud ont déjà inscrit leurs projets dans le cadre de l'AAP et en sont bénéficiaires. On peut noter que les villes de Corte et Propriano ont récemment finalisé leur première tranche de travaux.

L'AAP permet de répondre aux besoins de l'ensemble des maîtres d'ouvrage l'ensemble du territoire, rural et urbain.

Il convient enfin de noter que les gains moyens d'économie d'énergie sont supérieurs à l'estimation de 436 kWh retenue lors de l'élaboration du Cadre Territorial de Compensation par point lumineux ce qui permet de vérifier l'efficacité de l'action.

La dynamique engagée sur le territoire grâce à l'assistance opérationnelle de l'AUE se poursuit en 2022, puisque le Syndicat Intercommunal d'Energie et d'Eclairage Public de la Haute-Corse, a engagé des études groupées de 31 communes et révisé ses statuts à l'instar du syndicat de Corse-du-Sud, affichant ainsi la volonté de poursuivre cette démarche, validant ainsi l'objectif de rénovation de l'ensemble du parc d'éclairage public de la Corse.

### 1.1.3.3 Bilan des opérations hors AAP

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Commentaires
Système de variation de puissance en éclairage extérieur	-	-	100 000	<b>3972</b>	
Rénovation d'éclairage extérieur	-	-	8000	<b>552</b>	
Horloge astronomique pour l'éclairage extérieur	-	-	150	<b>2</b>	

Dans le cadre de la rénovation de l'éclairage extérieur, certaines opérations n'ont pas été réalisées dans le cadre d'appels à projets mais plutôt d'opérations individualisées à l'initiative des bénéficiaires. Au total ce sont 26 opérations de cette nature qui ont été réalisées, principalement avec des communes (23 au total) mais aussi quelques commerces, cafés, hôtels, restaurants et industries sont aussi concernés (AGAVAS, Balagne Immobilier, FUSELLA CM, ANTADIS, Garage- Station-Service ROSSI).

Ces opérations ont été accompagnées au même titre que celles réalisées dans le cadre des appels à projets cependant le montant de la prime octroyée pour la rénovation de l'éclairage extérieur était limité à 300€/PL. (Montant de la prime moyenne versée sur cette catégorie d'opération = 290€/PL)

Le nombre de points lumineux rénovés dans ces conditions s'élève à 552 pour un montant total de primes versées correspondant à 154 k€. Ces opérations ont permis de générer 360 k€ de CSPE évitée et 7,5 GWh cumac.

### 1.1.4 Actions non standard

Les actions non standard du cadre ont représenté 23 k€ de charges brutes de SPE en 2021 pour une économie d'énergie de 457 MWh/an, induisant une économie de charge de SPE de 155 k€ sur la durée de vie des actions pour une efficacité moyenne de 3,2. Ces actions non-standard ont consisté en 7 opérations d'efficacité énergétique à destination des communes et des professionnels (Entreprise agroalimentaire, résidences hôtelières). Parmi ces opérations, quatre concernent l'éclairage performant, une finance l'installation d'une PAC Air/Eau, une autre concerne un équipement de chauffage à la Biomasse et enfin la dernière concerne de l'isolation tertiaire dans une zone frigorifique.

Par rapport aux objectifs, ce volet non standard du cadre ne réalise que 20 % des 2 310 MWh/an prévus. Ce résultat, en fort recul par rapport à 2019, témoigne notamment de la difficulté des entreprises à investir durant la crise de la Covid19 ainsi que l'apparition d'autres acteurs du secteur dérégulé (Cf. chiffres en annexes).

En annexe et à titre d'exemple, la liste n'étant pas exhaustive, nous rajoutons le détail des CEE et des primes versées par un délégataire présent sur le territoire de la Corse dans le domaine des clients tertiaires et des industriels. Ce sont près de 690 k€ de primes qui auront été versées aux bénéficiaires sur l'année 2021 pour 135 kWhCumac réalisées. Le Comité MDE n'a que peu de vision sur la qualité et la nature des opérations réalisées. En conclusion, le cadre n'aura pas été suffisamment incitatif afin d'accompagner les bénéficiaires locaux sur ce type d'opérations et ces derniers se sont tournés vers des acteurs privés, généralement non implantés localement pour effectuer ces travaux de rénovations. Il sera intéressant de réaliser une veille sur ce sujet dans les années à venir (État des lieux des opérations réalisées par des délégataires privés ainsi que qualité des travaux entrepris sans oublier la satisfaction des bénéficiaires.)

En annexe, le détail des affaires non standards est fourni.

## 1.2 Bilan des autres volets du cadre de compensation

### 1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement

Voici une présentation synthétique des actions mises en œuvre dans le cadre d'opérations de communication par les différents membres du Comité MDE de la Corse durant l'année 2021.

Certaines d'entre elles ont été menées de concert avec les membres du Comité MDE d'autres ne l'ont pas été.

En complément de ce résumé et des annexes associées, le Comité MDE de la Corse est en train de finaliser le plan stratégique de communication pour l'année 2023, (qui, nous le savons bien, avait été demandé par la CRE au comité MDE pour l'année 2022 dans sa dernière délibération du 14 Avril 2022 pour le cadre de compensation corse).

Ce Bilan sera remis à la CRE par un envoi séparé dans le courant du T4 2022.

Nom de l'action	Porteur parmi les membres du comité MDE	Vecteurs de diffusion	Budget
<b>5 Campagnes grand public</b> pour promouvoir de façon ciblée certaines actions du Cadre : <ul style="list-style-type: none"><li>• Solution Travaux Bonifiés Isolation</li><li>• Solution Isolation</li><li>• Solution Eau Chaude</li><li>• Solution Chauffage clim</li><li>• Solution chauffage bois</li></ul>	EDF en Corse	Média, PQR, Radio, Réseaux Sociaux	
<b>Campagne Partenaires Agir Plus</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Adaptation de la campagne générique Agir Plus</li><li>• Diffusion à partir de mai-juin si le contexte le permet</li></ul>	EDF En Corse	Radio, TV et quelques encarts presse Corse Matin dans des bandeaux spécifiques à forte visibilité	
<b>Insertions diverses</b>	EDF En Corse	Insertions dans 5 médias : Parole de Corse, In Corsica, In piazza, Arritti, Campa Qui Corse Net Infos, Cinéma...  Revue des Chambres des Métiers et FEEBAT,  Diffusion spot générique écran GSA Nouveauté	

Parrainage divers	EDF En Corse	Diffusion d'un spot TV (nouveau format) ou d'un spot radio Diffusion du message en français et corse pour la radio	
Campagne Appels A Projets	AUE	Insertion presse écrite (Corse-matin, Arriti, Journal de la Corse) Réseaux sociaux Spots TV Spots radio (817)	
Campagne ORELI	AUE	Insertion presse écrite (Corse-matin, Arriti, Journal de la Corse) Réseaux sociaux Spots radio (1 000)	

Le détail des visuels, des sites internet à consulter, ou un lien vers un spot vidéo intéressent la CRE, mais sont joint en annexes.

## 1.2.2 Résultats des études

### 1.2.2.1 Panorama de la climatisation des entreprises tertiaires en Corse – réalisée par le cabinet BVA en juin 2021 pour le compte d'EDF en Corse

#### LE CONTEXTE ACTUEL

- Les effets du réchauffement ne sont pas une illusion et chacun, individuellement, en « subit » d'ores et déjà les conséquences avec des périodes estivales caractérisées par des phases de plus en plus fréquentes et longues de chaleur à forte intensité. Avec un écart de +2,3 °C par rapport à la moyenne de la période 1961-1990, l'année 2020 a été en France métropolitaine l'année la plus chaude de ces 10 dernières années.
- Le sujet apparaît sensible pour chacun et avec les innovations technologiques en matière de climatisation, on observe de **profonds changements en termes d'équipement. De plus en plus d'entreprises, notamment du secteur tertiaire, équipent leurs bâtiments de système de climatisation.** Plus exposée que le reste de la Métropole, la Corse n'échappe pas à cette tendance.
- Avec la crise du Covid 19, nul doute que la problématique de la climatisation des bâtiments, associée plus globalement à la problématique du traitement de l'air et de sa ventilation, pourrait s'avérer de plus en plus prégnante dans les années à venir.
- Mais aujourd'hui, **peu d'information existe sur ce phénomène et sur la manière dont les entreprises abordent cette problématique de la climatisation de leurs espaces.**
- Dans ce contexte, EDF a souhaité mesurer le phénomène et en détailler les caractéristiques. A partir d'un **état des lieux de l'existant mais aussi de l'évaluation des comportements futurs**, l'idée est de pouvoir mieux répondre aux attentes des entreprises avec des offres adaptées.

**EDF a souhaité mettre en œuvre une enquête auprès des entreprises du secteur tertiaire sur le territoire de la Corse**



## OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

**Evaluer l'équipement en système de climatisation des établissements du secteur tertiaire en Corse**

**Décrire les caractéristiques des équipements déjà acquis**

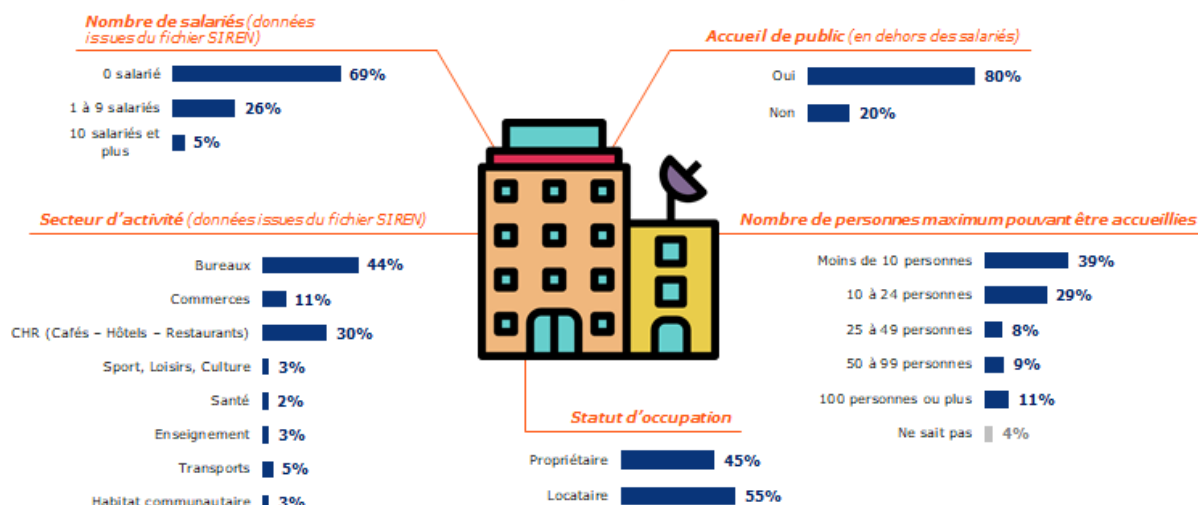
**Identifier les acteurs désirant s'équiper et leurs attentes en termes d'équipements, d'information et d'accompagnement**

## MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE



## PROFIL DES ETABLISSEMENTS INTERROGÉS

Base ensemble : 503 répondants



7 Confidential & Proprietary - Copyright BVA Group © 2021

## Ce qu'il faut retenir (1/2)

### Des établissements nombreux à être isolés et climatisés

- Une **isolation, au moins partielle, présente dans les ¾ des établissements** interrogés. Notamment pour les bureaux mais nettement moins pour les établissements du secteur sports/loisirs et culture. Une isolation qui concerne en premier lieu la pose de  **doubles/triples vitrages**  (davantage dans le secteur de l'enseignement et dans les bureaux), l'isolation des murs et enfin l'isolation de la toiture.
- Le  **chauffage/climatisation réversible**  est privilégié dans l'ensemble des secteurs d'activité particulièrement dans celui des commerces et les établissements de santé. Pour le secteur de l'enseignement, les  **convecteurs électriques**  sont tendanciellement davantage installés.
- Un  **équipement important en climatisation**  et particulièrement dans le secteur de la santé et du commerce. Une fois de plus celui du sport/loisirs et culture l'est beaucoup moins.

**60% des dirigeants/responsables** des établissements interrogés **ont été décisionnaires** dans la mise en place de cette climatisation car inexistante ou en remplacement. La  **chaleur**  est, dans 50% des cas, leur  **motivation principale**  de cette installation, suivi par la volonté d'assurer un  **confort**  à la fois pour le  **public accueilli**  et les  **salariés** .

Les  **spécialistes des systèmes de climatisation**  sont les premiers interlocuteurs contactés à la fois pour la prise de renseignements sur le sujet et/ou l'installation du système. Viennent ensuite les plombiers et les électriciens. Un coût des travaux évalué à moins de 5 000€ dans 58% des cas.



29 Confidential & Proprietary - Copyright BVA Group © 2021



## Ce qu'il faut retenir (2/2)

### Une climatisation similaire d'un secteur à un autre

- La grande majorité du parc climatisé regroupe des **climatiseurs fixes**, ayant **plus de 5 ans d'ancienneté** mais dont la performance énergétique est très méconnue des décideurs.
- Le **système fixe** mis en place est, dans 55% des cas, un système avec **1 unité extérieure et 1 unité intérieure** et dans un autre tiers, un système avec 1 unité extérieure + plusieurs unités intérieures. Une grande majorité du **système est réversible** mais là encore la performance énergétique en mode chauffage est méconnue

Pour les établissements partiellement climatisés, les **parties prioritaires** sont celles des bureaux et celles accueillant le public (espace de vente, hall d'entrée, salle d'attente...).

### Quid des établissements non climatisés ?

- Seuls **4%** des établissements sont actuellement **non climatisés mais envisagent d'y remédier** principalement pour les raisons évoquées précédemment (chaleur et confort des salariés/du public).
- Et **24% n'envisagent pas d'en installer une** car ils jugent cela principalement inutile.

**In fine, des établissements déjà bien équipés en termes d'isolation et de climatisation. Toutefois un potentiel non négligeable d'établissements en renouvellement de leur climatiseur (50% des climatiseurs ont plus de 5 ans) mais un faible potentiel d'établissements non climatisés actuellement envisageant de sauter le pas (4%).**

## 1.2.3 Programmes CEE

### 1.2.3.1 WATTY

Le programme WATTY est un programme de sensibilisation des élèves d'écoles maternelles et élémentaires à la transition écologique. Ce programme, porté par Eco CO2, est labellisé par le Ministère de la Transition Écologique et bénéficie des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

En Corse, ce programme a été déployé par quatre structures associatives (Primu Sole Energie, CAUE de Corse, CPIE Ajaccio et CPIE A Rinascita). Au travers de 922 ateliers, l'année scolaire 2020-2021 a permis de sensibiliser 461 classes, soit 8550 élèves.

Le budget de ce programme s'élève à 183 803 € (part CEE : 110 281,80 € ; part CSPE : 73 521 €).

### 1.2.3.2 SEIZE

Le programme SEIZE (Sensibilisation aux Economies d'énergie des entreprises et collectivités des Îles et Zones non interconnectées au réseau Electrique Métropolitain) vise à sensibiliser et former les acteurs professionnels, notamment les TPME, artisans, commerces et collectivités, aux économies d'énergie. Il consiste en une première campagne d'information locale - pour diffuser au plus grand nombre des messages de sensibilisation aux écogestes et aux économies d'énergie des bâtiments tertiaires - puis une phase d'engagement pour orienter les professionnels au sein des entreprises et des collectivités vers les actions prévues par le comité MDE. La convention entre le comité MDE de la Corse et EcoCO2 a été signée le 24 septembre 2021. Il est porté par EcoCO2 en qualité de pilote stratégique du programme et mis en œuvre sur le territoire Corse par l'AUE en qualité de Pilote opérationnel. Ce programme génère des CEE pour les financeurs de la convention, sans apport du cadre de compensation.

Les objectifs quantitatifs du programmes SEIZE pour les années 2021/2022 sont rappelés ci-dessous :

- 190 en 2021 / 290 en 2022 Entreprises formées
- 180 / 445 Entreprises instrumentées
- 40 / 120 Entreprises accompagnées

Depuis octobre 2021, date de lancement effective du programme en Corse, 69 entreprises ont été sensibilisées aux écogestes via des ateliers, 15 kits de mesure et de suivi des consommations ont été distribués et 40 entreprises ont été orientées vers les dispositifs d'aide aux économies d'énergies. Il semble cependant encore un peu tôt pour en tirer un bilan. EDF en Corse contribue au financement de ce programme en échange de la récupération de CEE, l'AUE a été retenu comme prestataire de déploiement et 1 COPIL semestriel est organisé pour permettre le suivi de l'avancement de ce programme.

En annexe, nous rajoutons le CR du dernier COPIL réalisé en mars 2022.

### **1.2.3.3 EASEE**

Le programme Engagement des aéroports pour la sobriété énergétique et l'environnement EASEE, porté par Eco CO2, propose un soutien technique et financier aux aéroports français dans une optique de réduction de leur impact énergétique et environnemental. Les quatre aéroports de Corse se sont engagés dans ce programme et seront ainsi accompagnés dans leurs démarches d'accréditation ACA (Airport Carbon Accreditation). Le programme ACA est un programme international lancé par l'ACI Europe de réduction des émissions de CO2 des aéroports.

### **1.2.3.4 ACTEE**

Le programme d'Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique, ACTEE, n'a pas été déployé sur le territoire corse en 2021. Le porteur principal de ce programme est la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR). Ce programme permet de mettre à disposition et de financer des outils d'aide à la décision pour les collectivités afin de les aider à développer des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics. Il est à noter que dans le cadre de l'AAP SEQUOIA, un programme a été sélectionné en Corse. Celui-ci est porté par l'AUE, la CAB, la CAPA, la Communauté de Communes Sud-Corse, la CCIRB et le PNRC. Celui-ci se déploiera à partir de mi-2022 jusqu'à fin 2023 et concerne la rénovation énergétique des bâtiments publics.

## **1.2.4 Renforcement des réglementations**

Plusieurs fiches d'opérations standardisées CEE ont fait l'objet de révisions en 2021. Ces évolutions, pour la plupart mineures, n'ont pas eu d'impact significatif sur le fonctionnement global du cadre de compensation.

La DGEC renforce les exigences en termes de contrôles sur site, à la fois sur les critères de contrôle et sur les accréditations demandées pour les organismes de contrôle. L'Arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie qui fixe les modalités de contrôle pour les quatre prochaines années, doit donc être pris en compte, et être conjugué aux exigences de la CRE.

#### **Décret tertiaire**

Les bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m<sup>2</sup> sont tenus par le décret tertiaire soit de respecter trois échéances d'économies d'énergie par rapport à une consommation de référence sur douze mois glissants qui ne peut être antérieure à 2010 :

- 40 % d'ici 2030 ;
- 50 % d'ici 2040 ;
- 60 % d'ici 2050.

soit d'atteindre un seuil de consommation en énergie finale fixé en valeur absolue. Les seuils à atteindre diffèrent par catégorie de bâtiment.

Dès 2022, les propriétaires ou preneurs à bail de bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments assujettis au décret tertiaire sont tenus de déclarer leurs données de consommation annuelles pour 2022 et 2021 ainsi que de déclarer les données de référence choisie sur la plateforme Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire (OPERAT), ces opérations devront être réalisées avant le 30 septembre.

#### **France Rénov'**

Depuis le 1er janvier 2022, le service public France Rénov' est devenu le point d'entrée unique de tous les parcours de rénovation de l'habitat. Ce nouveau service public de rénovation de l'habitat animé par l'Anah devrait garantir une offre lisible, simplifiée et accessible à tous les usagers afin de créer des parcours de rénovation « de bout en bout » complets et cohérents.

Le prochain exercice du comité MDE, consistera à réaliser un diagnostic infrarégional de France Rénov' pour présenter les spécificités, contraintes et besoins du territoire. L'élaboration de cet état des lieux permettra à terme d'adapter au mieux le déploiement du service public de rénovation de l'habitat aux enjeux du territoire.

## **1.2.5 Contrôles**

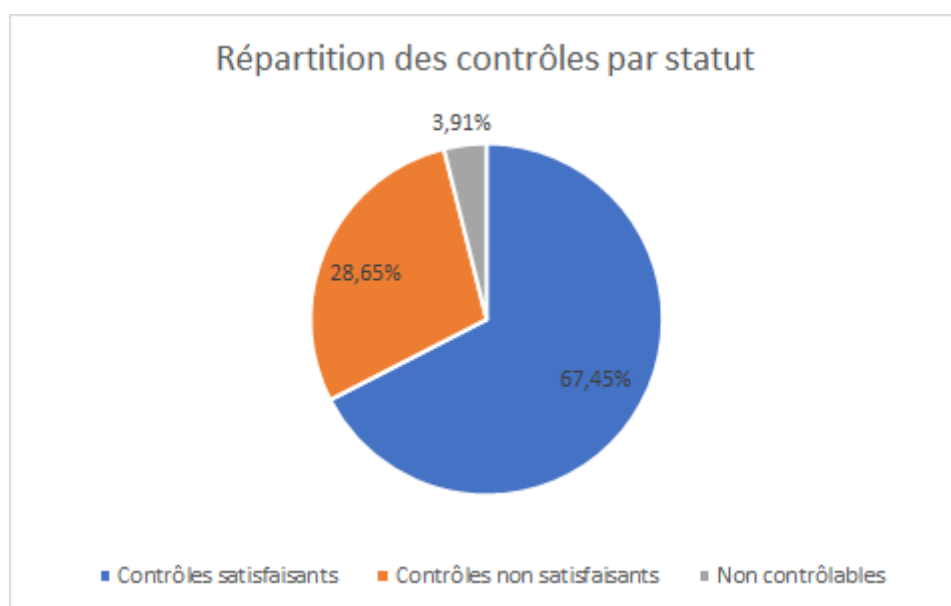
### **1.2.5.1 Contrôles BTC**

Quatre fiches d'opérations standardisées CEE ont fait l'objet de contrôles au cours de l'année 2021 dont 2 fiches soumises à l'opération « coup de pouce isolation » pour lesquelles les placements sont importants : Isolation des combles et isolation

du plancher. Au total, 384 contrôles ont été réalisés par deux bureaux de contrôle : un sur la Haute-Corse et le second sur la Corse-du-Sud.

	BAR-EN-101 Isolation des combles	BAR-EN-103 Isolation du plancher	BAR-TH-129 Pompe à chaleur air/air	BAR-TH-148 Chauffe-eau thermodynamique	TOTAL
Satisfaisants	115	99	23	22	259
Non satisfaisants	47	46	14	3	110
Non vérifiables	9	6	0	0	15
TOTAL	171	151	37	25	384

Sans tenir compte des opérations non vérifiables, les opérations non satisfaisantes représentent 28,65%.



Une analyse des contrôles non-satisfaisants a été effectuée et des actions correctives ont été mises en place.

- **Concernant l'offre isolation des combles et du plancher**

**La non-conformité la plus récurrente concerne un écart de surface de l'ordre de plus de 10%.**

Ces différences peuvent s'expliquer par une incompréhension ou une méconnaissance de la part des installateurs partenaires des cas d'éligibilité de l'offre Isolation.

Par exemple, lors de l'isolation des combles d'une maison, le partenaire a également procédé à l'isolation des combles situés au-dessus du garage (partie non éligible).

Des fiches explicatives par type de travaux recensant les parties éligibles/non éligibles ainsi que les erreurs à éviter sont mises en place afin de réduire le taux de non-conformité lié aux écarts de surface.

Les dossiers ayant été classés non- satisfaisants à la suite d'écarts de surface font l'objet de demandes de remboursements aux installateurs défaillants, et des sanctions plus fortes peuvent être appliquées à l'entreprise partenaire pouvant aller jusqu'à la résiliation du partenariat avec EDF en Corse.

- **Concernant l'offre pompe à chaleur air/air**

**La non-conformité la plus récurrente concerne la présence des convecteurs électriques dans les pièces où la pompe à chaleur a été mise en place.**

Un rappel des conditions d'éligibilité a été effectué à l'ensemble des installateurs partenaires de l'offre concernée.

De plus, les partenaires seront informés de la possibilité de joindre des photos avant et après le chantier dans l'outil permettant la gestion des dossiers.

Les dossiers ayant été classés non- satisfaisants suite à la présence des convecteurs électriques font l'objet d'un courrier dans lequel le retrait du(es) convecteur(s) est exigé avec photos à l'appui sous 15 jours calendaires, passé ce délai le remboursement total sera demandé.

- **Concernant l'offre chauffe-eau thermodynamique**

**La non-conformité la plus récurrente concerne l'installation qui ne respecte pas l'intégralité des critères techniques fixés par les conditions d'application de l'offre chauffe-eau thermodynamique.**

Un rappel des conditions d'éligibilité est en cours à destination de l'ensemble des installateurs partenaires de l'offre concernée. De plus, les partenaires seront également informés de la possibilité de joindre des photos avant et après le chantier dans l'outil permettant la gestion des dossiers.

Les dossiers ayant été classés non- satisfaisants pour non-respect des critères techniques font l'objet d'un courrier dans lequel la mise en conformité est exigée avec photos à l'appui sous 15 jours calendaires, passé ce délai le remboursement total sera demandé.

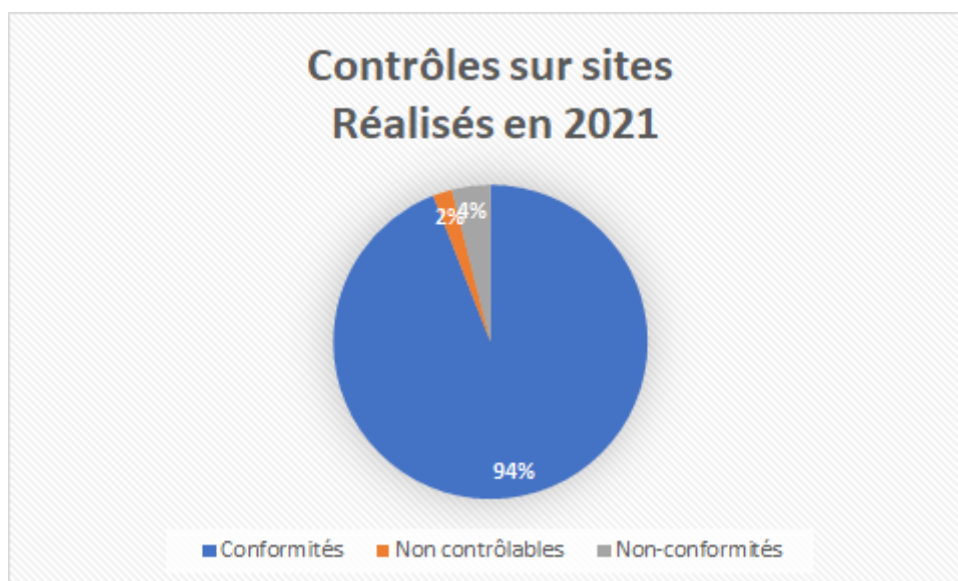
### 1.2.5.2 Contrôles BTB

9 fiches d'opérations standardisées CEE ont fait l'objet de contrôles au cours de l'année 2021 pour un total de 101 contrôles réalisés dont 8 contrôles pour des opérations non standard. Ces contrôles ont été réalisés par deux bureaux de contrôle : un sur la Haute-Corse et le second sur la Corse-du-Sud.

Échantillonnage	Réalisés 2021	Conformités	Non contrôlables	Non-conformités
Contrôles sur sites envoyés en 2021	101	95	2	4
Pourcentage	100%	94,06%	1,98%	3,96%

Fiche opération	Réalisés 2021	Conformités	Non contrôlables	Non-conformités
BAR-EN-101	14	13		1
BAR-EN-102	2	2		
BAR-EN-103	29	29		
BAR-EN-105	7	6	1	
BAT-EQ-127	5	4		1
BAT-EN-102	1			1
BAT-EN-104	1	1		
IND-UT-102	1	1		
RES-EC-104	13	13		
Opérations pure CSPE	8	7		1
Plusieurs opérations sur un même site*	20	19	1	
<b>Total contrôle 2021</b>	<b>101</b>	<b>95</b>	<b>2</b>	<b>4</b>

En ne tenant pas compte des opérations qui ne sont pas vérifiables, le taux d'opérations non satisfaisantes représente 4%.



Une analyse des contrôles non-satisfaisants a été effectuée et des actions correctives ont été mises en place. Les 2 principaux motifs de non-conformité pour les contrôles B2B sont les suivants :

Motifs non-conformité	Actions correctrices
Surfacturation (luminaires)	Non remboursement des 31 luminaires non installés non-remboursement des 1069 luminaires non installés + sollicitation DSEI
Surfacturation (isolation)	Non remboursement des 76 m² surfacturés
Non éligibilité de l'isolant installé (R non respecté)	Demande de remboursement partiel de la prime perçue

En synthèse : 75% des non-conformités retenues concernent de la surfacturation et 25% sont liées à une problématique d'éligibilité d'isolant.

Un rappel des conditions d'éligibilité est en cours à destination de l'ensemble des installateurs partenaires pour les offres concernées par un taux de contrôle non-satisfaisant. De plus, les partenaires seront également informés de la possibilité de joindre des photos avant et après le chantier dans l'outil permettant la gestion des dossiers.

Les dossiers ayant été classés non- satisfaisants pour non-respect des critères techniques font l'objet d'un courrier dans lequel la mise en conformité est exigée avec photos à l'appui sous 15 jours calendaires, passé ce délai le remboursement total sera demandé.

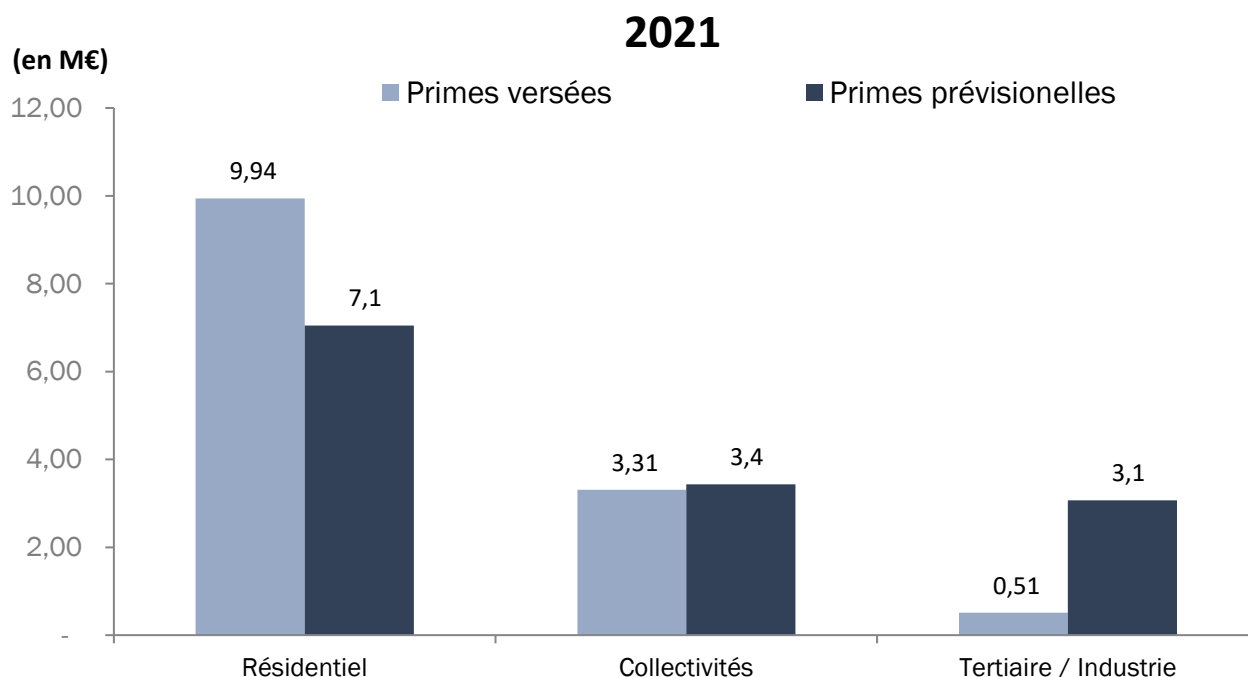
## 1.3 Comparaison sur l'année 2021 entre les objectifs réalisés et prévisionnels

### 1.3.1 Actions standards :

#### Primes

Les actions standards du cadre de compensation de la Corse ont généré en 2021 le versement de 13,8 M€ de primes pour financer des opérations d'efficacité énergétique. Ce montant est en ligne avec les objectifs prévisionnels qui étaient fixés à hauteur de 13,6 M€ pour tous segments confondus. (nous constatons un très léger dépassement de 1% du budget initial pour l'année 2021).

**Figure 1 : Comparaison par segment de clientèle des primes prévisionnelles du cadre de compensation et des primes effectivement versées en 2021**



Au regard du graphique ci-dessus, nous pouvons constater que la grande majorité des primes mises en œuvre au travers du cadre de compensation en 2021 est portée par le segment résidentiel, pour un total de 9.9 M€. Ces primes dépassent l'objectif initialement prévu qui était de 7,05 M€, soit +40% par rapport à l'objectif d'investissement en 2021.

Cette dynamique forte peut s'expliquer par l'efficacité du système mis en place par EDF en Corse avec la marque Agir Plus. En effet, deux facteurs principaux permettent d'expliquer cette tendance

- L'animation de filières techniques (Enveloppe, ECS, Chauffage etc....) avec les partenaires/installateurs qualifiés RGE sur le territoire Français
- La généralisation de l'outil informatique Nexus (Plateforme GED dotée d'une reconnaissance de caractères, etc....) qui permet d'industrialiser le process d'attribution de primes, de sécuriser l'avance de primes auprès des installateurs intervenant mais qui permet aussi de garantir la conformité administrative du dossier au regard des exigences extrêmement précises portées par la DGEC à travers le PNCEE.

Ce sont tous ces facteurs qui ont permis de dépasser l'objectif attendu, tant en matière d'investissements ainsi qu'en matière d'économie d'énergie sur le segment résidentiel.

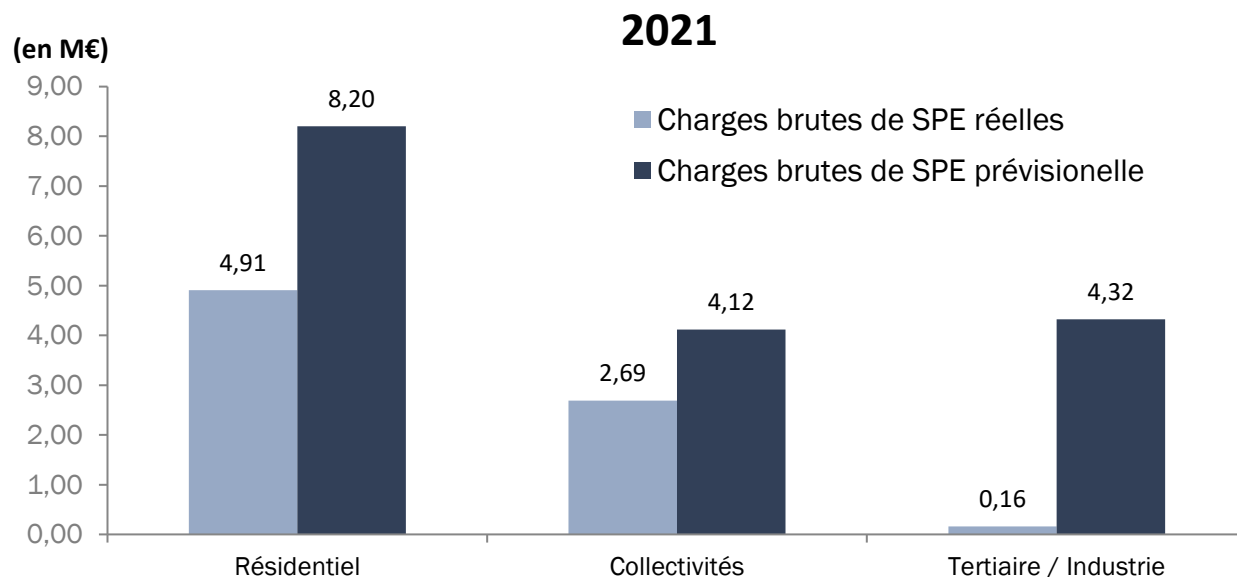
À l'inverse nous constatons un écart important entre les primes prévisionnelles et le montant attribué en 2021 pour le segment tertiaire/industrie. (-84% par rapport aux primes prévisionnelles). En ce qui concerne, le segment tertiaire et industriel, le tissu d'entreprises locales a été fortement impacté par la crise COVID19 et n'a pas pu être aussi réceptif que les années précédentes (avant COVID19) aux aides et mesures d'accompagnement à la rénovation énergétique des bâtiments ou bien d'efficacité énergétique des process industriels. En complément, comme évoqué plus haut, EDF en Corse a décidé de transformer son organisation sur le marché des professionnels en s'inspirant de la méthode des filières métiers mises en œuvre sur le marché de masse (marché résidentiel). Aussi les nouvelles propositions d'évolution inscrites dans le Bilan visent à développer les opérations d'efficacité énergétique dans les filières industrielles et agricoles. Ceci permettrait d'adresser plus d'aides à des secteurs jusqu'ici peu ciblés.

Enfin, pour le segment des collectivités locales, malgré les perturbations liées à la crise COVID19, le niveau de mobilisation des primes du cadre est en ligne avec l'objectif prévu initialement. 97% du volume de primes prévues. Le fonctionnement mis en place par l'AUE, depuis plusieurs années déjà, avec la méthode des appels à projets porte ses fruits et permet de massifier les opérations de rénovation de l'éclairage public. L'accompagnement des communes est renforcé en 2021 avec la mise en place de l'assistance opérationnelle. EDF en Corse reste en soutien ponctuellement sur la partie technique auprès des différents contributeurs de ces opérations afin de garantir l'obtention des CEE associés à ces opérations et donc leur efficacité.

**Charges brutes :**

Le montant des charges brutes en 2021 pour la mise en place des actions du cadre de compensation s'élève à 7.76 M€ pour les actions standards contre 16,4 M€ prévus initialement. Cela représente 32% du montant prévu initialement dans le cadre de compensation et une économie en matière de charges de SPE de 8.64 M€.

**Figure 2 : Comparaison par segment de clientèle des charges brutes de SPE engendrées par les actions déployées en 2021**



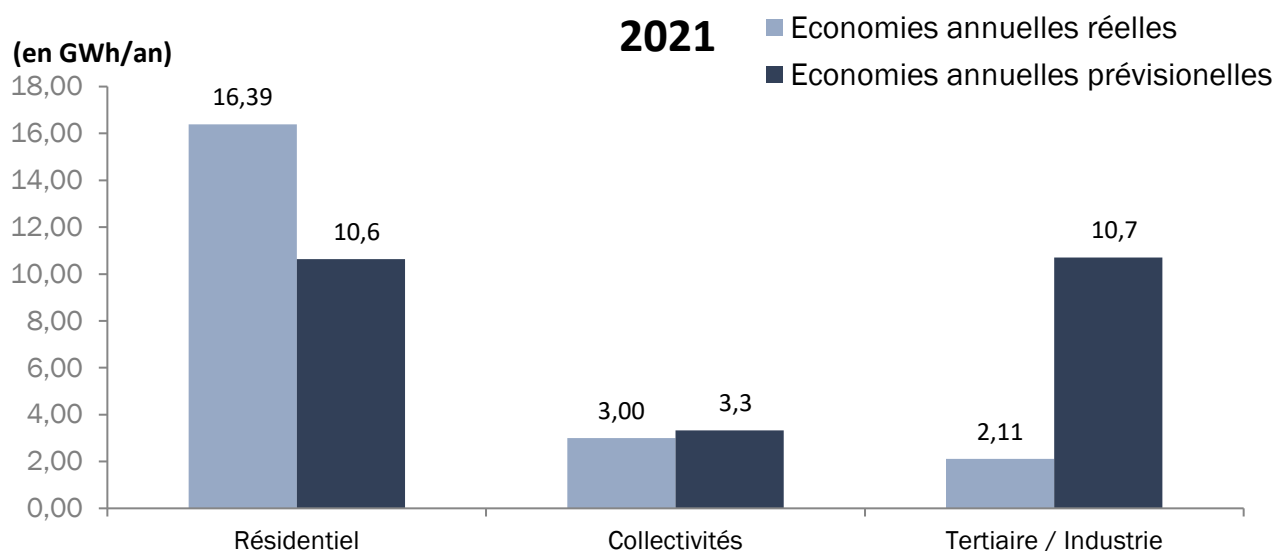
Les charges brutes de SPE sont minimisées pour le territoire de la Corse par le biais de divers mécanismes :

- La mise en place d'une comptabilité appropriée pour exposer les charges et les recettes liées à la mise en place des actions de MDE sur le périmètre du cadre de compensation de la Corse. Cette comptabilité appropriée est validée par des commissaires aux comptes et est transmise annuellement à la CRE
- Le calcul des coûts de fonctionnement pour chaque opérateur de MDE déployant les actions d'efficacité énergétique
- La récupération de tous les CEE possibles sur les actions éligibles
- L'optimisation du montant des primes par action au regard de différents facteurs techniques, économiques et sociaux.

### Économies d'énergie :

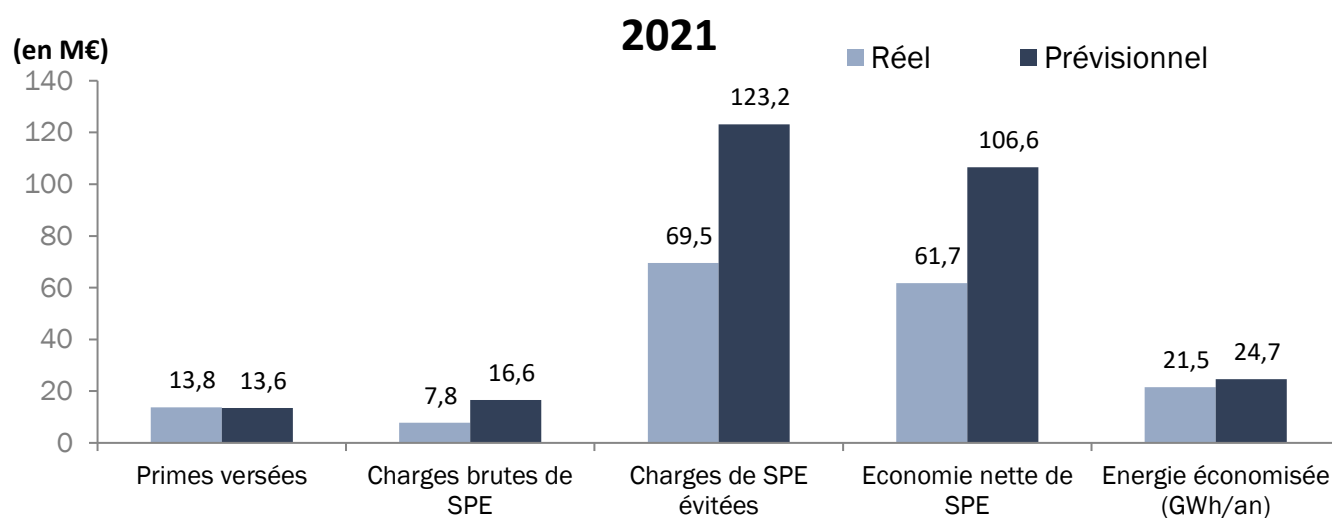
Les actions mises en œuvre en 2021 auront permis d'économiser 21,5 GWh d'énergie sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,5 % de la consommation d'électricité de Corse et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de plus de 12 800 tonnes équivalent CO2 par an. Malheureusement, ce résultat est en dessous de la cible fixée dans le cadre de compensation de 13% (Cible 24,7 GWh pour 2021)

**Figure 3 : Économies d'énergie induites par les actions réalisées en 2021 par segment de clientèle (en GWh/an) et comparaison avec les objectifs du cadre de compensation**



#### Vue synthétique du bilan

**Figure 2 : Bilan des actions standard de MDE et comparaison par rapport aux objectifs du cadre de compensation**



Au regard de la synthèse des résultats présentées ci-dessus, le Comité MDE de la Corse émet les constations suivantes :

- L'organisation mise en place par les acteurs locaux intervenant sur le sujet de la MDE, notamment EDF en Corse, permet de mobiliser le cadre de compensation dans une dimension proche de celle prévue initialement pour l'année 2021.
- Les charges brutes de SPE mobilisées pour mettre en œuvre les actions de MDE sur le territoire de la Corse sont 2 fois inférieures à celles prévues initialement
- Compte tenu du fait que le segment tertiaire et industrie est largement en retard par rapport au nombre de placements prévisionnels, le montant des charges de SPE évitées s'en retrouve nécessairement impacté.
- De surcroît, il est intéressant de noter que les actions MDE dans ces 2 segments génèrent en moyenne 2 fois plus d'économies d'énergie pour le même montant de prime versée. En effet, nous pouvons constater que nous avons consommé une partie importante du budget prévisionnel de « primes versées » pour l'année 2021 (101% du budget prévisionnel) sans pour autant avoir atteint l'objectif d' « Énergie économisée » (87%) en 2021. Cela s'explique par l'argument ci-dessous :



- Les actions MDE sur les segments tertiaire et industrie sont générateurs d'économies d'énergies importantes pour un montant de primes versées plus faible en comparaison avec le segment résidentiel. A titre d'exemple pour l'année 2021, voici les ratios calculés sur les montants réels constatés :
  - Pour le segment résidentiel en 2021 et en moyenne 1€ de prime versée génère 1616 kWh d'économie d'énergie
  - Alors que pour les segments des professionnels pour 1€ de prime versée le ratio alterne entre 3 000 et 4 000 kWh d'économie d'énergie. Soit un ratio d'environ 2 entre les économies d'énergie générée par 1 € de prime versée entre les 2 catégories de segment d'activité.
- La montée en puissance progressive de l'AUE au travers du contrat d'assistance opérationnelle sur tous les segments de la rénovation globale et performante (maison individuelle, logements collectifs, solaire individuel et collectif, éclairage public et bois-énergie) devrait permettre pour les années à venir de correspondre aux ambitions annuelles des années 2022 et 2023 et peut être même de rattraper le retard accumulé.

### 1.3.2 Actions non standard

Cette dernière catégorie d'actions s'adresse à l'ensemble des segments tertiaire, industriel et résidentiel. Elle regroupe l'ensemble des solutions techniques permettant des économies d'électricité, comme par exemple, l'amélioration de process industriels, la rénovation globale des locaux, la réduction des consommations estivales ou encore des projets de chaufferies bois, de réseaux de chaleur et de froid.

Pour chaque type d'action, le comité a défini un objectif d'économies d'énergies pour la première année sur la base des retours d'expérience des opérations faites en 2017. Sur l'ensemble des actions non-standard, le gisement d'économies d'énergies visé est de 3,9 GWh en 2019. Ces objectifs sont augmentés de 5 % chaque année du cadre. Ainsi, l'objectif global est que l'ensemble des dispositifs non standard de MDE mis en place sur la période des 5 ans permettent une économie d'électricité de 22 GWh évités/an.

L'enveloppe budgétaire prévisionnelle de charges de SPE pour les actions non standard en Corse a été définie par le comité sur la base de l'objectif d'économies d'électricité présenté précédemment et du retour d'expérience. Sur les cinq années du cadre, les charges prévisionnelles brutes de SPE s'élèvent à 11,7 M€ pour une réduction de la consommation d'électricité de 22 GWh/an lorsque tous les dispositifs seront en service.

Pour le territoire de la Corse, en 2021, les actions non-standards ont permis de générer 457 MWh d'économies d'énergie soit 10% de l'objectif annuel qui était de 4,3 GWh pour l'année 2021.

Il nous semblerait pertinent, au regard du retard mis en évidence par ces chiffres, (idem pour les années 2019 et 2020), de redéfinir le mode de valorisation des économies d'énergie réalisées à la suite des actions non-standards. Afin d'accompagner un nombre plus important de professionnels dans leurs projets, il pourrait aussi être intéressant de comparer le volume de CEE généré en Corse sur l'année 2021 par des délégataires sur des fiches CEE industrie, agriculture et tertiaire, non présentes dans le cadre de compensation de la Corse. Cela permettrait de connaître le montant des économies d'énergie réalisées sur ce type d'actions et appuierait notre proposition de revoir les méthodes de calcul des primes d'économies d'énergie associées. Une proposition en ce sens pourrait être faite, à la demande la CRE, lors du prochain Bilan MDE 2023.